

Foire internationale d'Alger

TEBBOUNE INAUGURE LA 55e ÉDITION

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7922– MARDI 25 JUIN 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Forum d'affaires Algérie-Turquie

NOUVEL ÉLAN DES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Page 3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'UE MISE SUR L'HYDROGÈNE ALGÉRIEN



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, hier à Alger, que le partenariat énergétique avec l'Union européenne (UE) était primordial et important pour un développement efficace de la production d'hydrogène propre en Algérie, soulignant que le développement de l'hydrogène en Algérie et son exportation nécessitaient une coopération continue dans le cadre d'un dialogue technique de haut niveau entre les experts algériens et européens.

Page 2

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'Algérie renforce ses capacités

Page 4

CENTRE NATIONAL DES ARCHIVES

Focus sur les débuts du théâtre algérien

Page 9

ATTAQUE TERRORISTE À SÉBESTOPOL

Moscou annonce des mesures contre Washington

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

JUSTICE

Tebboune opère un mouvement dans le secteur

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a opéré un vaste mouvement dans le secteur de la justice, à travers la signature de plusieurs décrets présidentiels parus au dernier numéro du Journal officiel.
Ainsi, le Président a décidé de mettre fin aux fonctions de plusieurs cadres au niveau du ministère de la Justice. Il s'agit de Omar Toubache, directeur des personnels greffiers et administratifs ; Mahmoud-Jaouder Abdellatif, directeur de la coopération juridique et judiciaire ; Samia Boubrit, sous-directrice de la gestion des carrières des magistrats ; Nawel Harizi, sous-directrice de la gestion des personnels administratifs ; Mohamed Attou, sous-directeur de la formation et de l'information des magistrats ; Sofiane Khider, sous-directeur de la formation et du perfectionnement des personnels greffiers et administratifs ; Mahdi Bendrihem, sous-directeur de la prospective, et Nadjmeddine Tchiko, sous-directeur du suivi de l'exécution des décisions de justice. Ces derniers sont appelés à d'autres fonctions.
Le président de la République a également mis fin aux fonctions du sous-directeur des affaires sociales au ministère de la Justice, exercées par Mohamed Khaldi, appelé à exercer une autre fonction.
Par décret présidentiel, M. Saad Ramdane Fayçal Boulazreg est nommé directeur de la recherche et de la coopération au Conseil supérieur de la magistrature ; Mohamed Khaldi, directeur des affaires professionnelles des magistrats ; Mohamed Merouane Beyaz, directeur de l'administration et des moyens, et Samir Bouderbali, sous-directeur de la documentation et des statistiques.
En outre, et par décret présidentiel, le chef de l'Etat a nommé plusieurs cadres au ministère de la Justice. Il s'agit de Yassine Toubal, chargé d'études et de synthèse ; Omar Toubache, directeur des personnels ; Mahmoud-Jaouder Abdellatif, directeur de la coopération internationale ; Samia Boubrit, sous-directrice de l'exécution et du suivi ; Nawel Harizi, sous-directrice des personnels administratifs ; Mohamed Attou, sous-directeur de la formation et des affaires sociales ; Sofiane Khider, sous-directeur des personnels des greffes, et Mahdi Bendrihem, sous-directeur de la sécurité des systèmes d'information.
Nadjmeddine Tchiko est nommé directeur d'études à la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion au ministère de la Justice.
Toujours dans le sillage de ce mouvement opéré dans le secteur de la justice, le président Tebboune a également décidé de mettre fin aux fonctions de plusieurs magistrats. C'est ainsi que par décret présidentiel, il est mis fin aux fonctions, pour admission à la retraite, des magistrats suivants : Mohammed Salah Soltani, Tahar Elkefif, Farid Derouiche, Miloud Chebbah, Bourahla Abassi, Lakdar Chahat, Mohammed El-Mounir Larbaoui, Boudjema Souilam, Ismet Brikci Sid, Salah Tablit, Yahia Boukhoulda, Abdelkader Mouissat et Rachid Abdelkrim.
Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a également signé un autre décret présidentiel portant la fin de fonctions des magistrats Amara Missouri et Saad Ouadah, admis eux aussi à la retraite.

Hachemi B.

PRODUCTION D'HYDROGÈNE

L'Algérie et l'UE veulent renforcer leur partenariat

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, hier à Alger, que le partenariat énergétique avec l'Union européenne (UE) était «primordial et important» pour un développement efficace de la production d'hydrogène propre en Algérie.

Dans son allocution d'ouverture, lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Abdelkrim Aoussi, lors d'une rencontre intitulée «Vers une économie basée sur l'hydrogène vert : stratégies, cadres réglementaires et projets en cours», M. Arkab a indiqué que le développement de l'hydrogène en Algérie et son exportation nécessitaient une coopération continue dans le cadre d'un dialogue technique de haut niveau entre les experts algériens et européens, à même de permettre «un échange d'expertise et un transfert des technologies européennes dans ce domaine».
Le ministre a souligné, lors de cette rencontre organisée par le ministère en collaboration avec la délégation de l'UE en Algérie, l'importance de cette coopération dans la réduction des risques liés au développement de ce nouveau secteur, «au mieux des intérêts des deux parties», citant «plusieurs projets pilotes et expérimentaux» lancés à travers le pays, dont certains s'inscrivant dans le cadre du partenariat stratégique avec l'UE. Ces projets permettront de maîtriser toutes les chaînes de valeurs pour le développement et la production d'hydrogène», a-t-il ajouté.
Le ministre a, également, cité deux projets pilotes lancés par Sonatrach dans le sud du pays, d'une capacité de 2 à 4 mégawatts chacun, ainsi qu'une étude sur la faisabilité de projets de production de carburants de type «e-méthanol» et le «e-kérosène», en sus d'un projet de référence semi-industriel à Arzew pour développer une unité de production d'hydrogène d'une capacité de 50 mégawatts, avec la contribution du gouvernement allemand via la banque de développement dédiée au développement de la filière Hydrogène.


Un partenariat primordial.

Durant la prochaine phase qui débutera à partir de 2030, la feuille de route nationale pour le développement «progressif et efficace» de cette filière, s'articulera autour de la réalisation de plusieurs projets industriels d'une capacité globale supérieure à 1 million de tonnes/an, «que nous devons très bien préparer avec nos partenaires européens», a précisé M. Arkab, soulignant l'impératif examen et analyse des voies de transport, et des projets de raccordement via le corridor sud de l'hydrogène (SoutH2), et ses aspects techniques, tel que l'utilisation des infrastructures disponibles pour la concrétisation de ce projet.
La ministre a, en outre, affirmé que l'Algérie accordait «un intérêt majeure» au développement d'une filière intégrée de l'hydrogène propre, notamment à travers l'élaboration d'une stratégie nationale basée sur plusieurs axes, dont la mise en place d'un environnement propice, incluant les cadres réglementaires et institutionnels, outre le développement du capital humain, l'intégration industrielle et la coopération internationale. De son côté, le Chef de la délégation de l'UE en Algérie, Thomas Eckert, a mis en exergue les atouts de l'Algérie, à même de lui permettre de jouer «un rôle important» sur la scène continentale et internationale, en tant que source importante d'hydrogène à l'avenir, notamment pour l'approvisionnement du marché européen. Il a, également, fait savoir que l'UE œuvrait à l'instauration d'un marché local «dynamique», précisant que cela amènerait les pays de l'UE, à moyen terme, à importer l'équivalent de 50% d'hydrogène vert afin de satisfaire la demande européenne. Et d'ajouter, que la transition énergétique à l'UE, connait un progrès rapide, notamment en ce qui concerne l'intégration de l'hydrogène vert dans le mix énergétique, et ce à travers des partenariats gagnant-gagnant avec les partenaires de l'UE.

Slimane O. B.

FORMATION DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE

Trois nouveaux guides de travail

LE SYSTÈME pénitentiaire s'apprête à entamer une profonde transformation à travers un plan d'action visant à moderniser les procédures carcérales et à promouvoir une meilleure réinsertion des détenus dans la société. C'est ce qu'a annoncé, hier, Said Zerb, directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion.
Lors de son allocution d'ouverture de la conférence internationale dédiée à la formation du personnel pénitentiaire, M. Zerb a révélé qu'au cœur de cette stratégie se trouve l'élaboration de trois nouveaux guides de travail, qui amélioreront l'accueil des détenus et l'exécution des peines. Il a souligné que « ces outils, fruit d'une réflexion approfondie, serviront de boussole aux agents pénitentiaires dans l'exercice de leurs missions quotidiennes ».
Conscient que le succès de cette réforme repose avant tout sur le capital humain, M. Zerb a mis en exergue l'importance accordée à la formation continue du personnel. Il a affirmé que le secteur pénitentiaire en Algérie dispose d'un système de formation avec de bonnes ressources en termes d'installations éducatives.
Dans ce contexte, M. Zerb a tenu à souligner les atouts dont dispose le secteur carcéral algérien en matière de formation, en l'occurrence la prestigieuse Ecole nationale d'administration pénitentiaire et ses quatre annexes réparties à travers le pays, à M'sila, Sour El-Ghozlane, Ksar Chellala et Sidi Bel Abbès, et qui offrent une capacité d'accueil totale de 2 400 places.
Il a fait savoir que ces établissements jouent un grand rôle dans la mise en œuvre d'un programme pédagogique complet, régulièrement mis à jour, axé sur la formation spécialisée et le perfectionnement des compétences des agents pénitentiaires à tous les niveaux hiérarchiques. Selon lui, ce programme pédagogique ambitieux s'inscrit dans une démarche globale visant à moderniser l'administration des prisons algériennes et à en faire un modèle d'excellence en matière de gestion carcérale.
De plus, afin de valoriser les compétences et l'expérience de ses collaborateurs, la direction pénitentiaire a récemment procédé à des promotions et initié des formations complémentaires pour des milliers d'agents.
Le premier responsable des centres pénitentiaires a indiqué que jusqu'au 4 mars dernier, quatre promotions de personnel pénitentiaire sont sorties de ces centres de formation. Ces promotions sont composées de 1 571 agents, 21 officiers, 101 agents de réhabilitation promus sur la base de leurs qualifications, ainsi que plus de 1 327 agents pénitentiaires qui ont été formés depuis cette date.
En outre, quatre cycles de formation complémentaire ont été dispensés pour le personnel qualifié dans le cadre de la promotion de grade, avec 356 membres du personnel en 2023 et 290 en 2024, promus pour le grade de premier assistant. Pour le grade de sergent de réhabilitation, 3 621 membres du personnel ont été promus en 2023 et 3 421 en 2024.
De plus, 68 cours de cycle de formation spécialisée ont été organisés, dans le cadre du plan de formation sectoriel annuel, au profit de 1 380 membres du personnel de différents grades et postes.
Par ailleurs, M. Zerb a mis en exergue, lors de son discours, que la coopération internationale occupe une place centrale dans cette stratégie de modernisation des prisons et des centres de réinsertion en Algérie. Il a ainsi souligné l'importance de la coopération avec la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale (IRZ), qui a permis l'organisation de douze ateliers de formation et deux réunions internationales, animés par huit experts allemands et auxquels ont participé plus de 160 membres du personnel pénitentiaire.

Sihem Bounabi

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Tebboune inaugure la 55e édition

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné, hier après-midi, le coup d'envoi de la 55e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), à la Safex, où il a visité plusieurs stands nationaux et étrangers.

Après une présentation faite par le ministre du Commerce, le président de la République a silloçné plusieurs stands, à l'instar de celui de la Turquie, pays invité d'honneur de la présente édition de la FIA, où il a reçu des présentations de la part des responsables de sociétés participantes à cette manifestation économique internationale, ainsi que le stand de la Palestine. Le président de la République a également visité le stand de l'Armée nationale populaire (ANP), où il a reçu des explications sur le développement de l'industrie des véhicules militaires, en plus de l'exposé présenté sur l'hôpital de campagne militaire du ministère de la Défense nationale, installé dans l'esplanade du Palais des expositions de la Safex. Le Chef de l'Etat a également effectué une visite au niveau du stand réservé aux Start-up, où il a félicité les jeunes entrepreneurs quant à leur maitrise des technologies nouvelles. Par la même occasion, il a exprimé ses vifs encouragements aux porteurs de projets et les a incité à poursuivre sur la voie de l'innovation.
Sous le thème « Une passerelle d'échanges et d'opportunités de partenariat et d'investissement », cette FIA a été inaugurée en présence du Premier ministre Nadir Larbaoui, du Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations Tayeb Zitouni, ainsi que des membres du gouvernement, et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et des autorités locales de la wilaya d'Alger.
Le vice-président de la République de Turquie, M. Cevdet Yilmaz, dont le pays est l'invité d'honneur de cette nouvelle édition, organisée sous le haut patronage du président de la République, était également présent à la cérémonie d'inauguration.



Le Président lors de l'inauguration de la FIA.

Cette 55e édition de la FIA qu'abrite le Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger jusqu'au 29 juin, connait la participation d'environ 700 exposants nationaux et étrangers, représentant une vingtaine de pays.
Cette édition sera marquée par un riche programme d'animation décliné en plusieurs conférences et rencontres économiques, dont des forums d'affaires bilatéraux algéro-tchèque, algéro-pakistanais et algéro-tanzanien, selon le groupe la Société algérienne des foires et exportations, organisatrice de la manifestation à travers sa filiale « Algeria Exhibitions ». Cette édition qui est marquée par le retour du Canada et de la République tchèque, regroupera cette année pas moins de dix secteurs d'activité et devra drainer pas moins de 400 000 visiteurs, selon la Safex.
La FIA constitue aussi « une plateforme efficace pour le réseautage professionnel et les partenariats à long terme, et une opportunité pour découvrir les caractéristiques culturelles et touristiques de l'Algérie et d'autres pays », souligne-t-on. Parmi les secteurs et filières représentés à cette foire, dont les pavillons d'exposition couvriront une surface de 50 000 m2, figurent l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, l'industrie chimique, le BTP, la pétrochimique et les services. Elle est notamment destinée à mettre en valeur les capacités de production nationales et qui promeut l'investissement et les échanges dans tous les domaines, relève la Safex qui affirme que cette foire est classée parmi les rendez-vous internationaux les plus importants, reflétant particulièrement le développement économique national et renforçant les échanges commerciaux et professionnels à travers la mise en place d'un environnement propice au partenariat et à l'investissement direct étranger ».
La précédente édition de la FIA avait regroupé, rappelle-t-on, quelques 640 exposants, dont 473 sociétés algériennes et 164 étrangères sur une surface de 23.000 m2.

Lilia Aït Akli

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRIE-TURQUIE

Nouvel élan des relations économiques

LES RELATIONS économiques algéro-turques ont atteint un niveau appréciable. Cela s'est notamment traduit par une évolution significative des échanges commerciaux, qui ont atteint les 6,3 milliards de dollars en 2023. Ces relations sont cependant appelées à être renforcées et élargies à plusieurs secteurs d'activités. C'est ce qu'a indiqué le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, à l'occasion de l'ouverture du Forum d'affaires algéro-turc, hier à Alger, en présence de son homologue turc Omer Bolat.
« La coopération économique bilatérale a connu un nouvel élan depuis 2020. Le volume des échanges commerciaux a atteint les 6,3 milliards de dollars », a affirmé M. Zitouni, qui a mis en avant les relations historiques profondes entre les deux pays. Le ministre, qui a rappelé la vision commune des deux parties pour ce qui est de la souveraineté de la décision économique et de la coopération économique basée sur le principe gagnant-gagnant, a exprimé l'ambition d'atteindre les objectifs fixés et les orientations des Présidents des deux pays visant le renforcement des relations bilatérales.
Le ministre du Commerce, qui s'est félicité du niveau des relations, a toutefois signalé la nécessité de renforcer davantage cette coopération et l'élargir à plusieurs secteurs, notamment dans certaines filières prometteuses. Il a cité l'agriculture, l'agroalimentaire, la production mécanique et de l'électroménager, les industries du plastique, le secteur du tourisme et les services.
M. Zitouni a ainsi appelé les entreprises turques et algériennes en partenariat à saisir cette opportunité pour investir le marché africain, avec lequel l'Algérie est liée dans le cadre de la zone de libre-échange qui offre des revenus estimés à 3 000 milliards de dollars américains. Il a, dans ce sens, évoqué l'ambition de l'Algérie de réaliser la complémentarité africaine à travers plusieurs projets structurants, à l'instar de la transsaharienne, en plus du projet de la réalisation de cinq zones de libre-échange avec les pays frontaliers.
L'importance de ce forum d'affaires, qui se tient en parallèle avec la 55e Foire internationale d'Alger, dont la Turquie est l'invitée d'honneur, a été soulignée par le premier responsable du département du Commerce. Ce dernier a appelé à la multiplication des rencontres bilatérales et à la participation aux différentes manifestations économiques, dans le but de renforcer ces passerelles de coopération.
Pour sa part, le ministre du Commerce turc a salué la solidité des relations entre l'Algérie et la Turquie, assurant de la volonté des deux parties à approfondir la coopération et augmenter le volume des échanges commerciaux. Il a, à cet effet, exprimé sa conviction quant à la capacité des deux pays à atteindre les 10 milliards de dollars d'échanges commerciaux l'année prochaine, soulignant que « l'Algérie est le deuxième plus grand partenaire de la Turquie en Afrique et un des pays dont les investissements turcs sont des plus importants ».
Affirmant que les relations bilatérales connaissent des développements importants dans les domaines des transports et du tourisme, le ministre a rappelé que pas moins de 80 vols sont assurés entre les deux pays chaque semaine, ce qui favorise la promotion du commerce et du tourisme entre les deux parties.
Notons que ce forum a enregistré la participation de 300 opérateurs économiques nationaux des secteurs public et privé et celle de plus de 200 hommes d'affaires et chefs d'entreprises turcs. Ce rendez-vous économique vise à donner une nouvelle impulsion au partenariat économique algéro-turc et à explorer les opportunités d'affaires et d'investissement entre les deux pays. Des rencontres d'affaires B to B ont été tenues entre les chefs d'entreprises algériennes et turques activant dans divers domaines, notamment l'industrie, l'énergie, les mines, les énergies renouvelables, les travaux publics et les infrastructures de base.

L.A. A.

LE VICE-PRÉSIDENT DE LA TURQUIE REÇU PAR TEBBOUNE

Une dynamique remarquable des relations bilatérales

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, au siège de la présidence de la République, le vice-président de la République de Turquie, M. Cevdet Yilmaz. Le président de la République et le vice-président de la République de Turquie ont présidé, à cette occasion, une rencontre élargie entre les délégations des deux pays. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de la présidence. Cette visite reflète «la profondeur des relations bilatérales algéro-turques qui connaissent, ces dernières années, une dynamique remarquable dans les domaines économiques, et dont les axes ont été définis par les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, le président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan», ont indiqué les services du Premier ministre dans un communiqué.
La visite du vice-président de la République de Turquie s'inscrit, également, dans le cadre de la participation de la République de Turquie en tant qu'invitée d'honneur à la 55e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), dont le coup d'envoi a été donné, hier, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.
Durant la matinée d'hier, M. Cevdet Yilmaz s'est recueilli au sanctuaire du Martyr (Maqam Echahid), à la mémoire des chouhada de la glorieuse guerre de libération nationale. M. Yilmaz a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs de la Révolution du 1er Novembre 1954, avant de visiter le Musée du Moudjahid où il a signé le registre d'or. Le vice-président de la République de Turquie a entamé, dimanche, une visite de travail de deux jours en Algérie.
A noter que le vice-président turc était accompagné, lors de cette visite, «par une délégation ministérielle importante comprenant la ministre de la Famille et des Services sociaux et le ministre du Commerce, en sus d'un nombre d'hommes d'affaires et de représentants d'entreprises turques participant à la FIA et au forum d'Affaires algéro-turc.
Le vice-président turc est arrivé avant-hier dimanche en Algérie pour une visite de travail de deux jours, où il a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, accompagné du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille, et de la Condition de la femme, Mme Kaouter Krikou, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni.

M. B.



DERMATOSE NODULAIRE BOVINE

Les éleveurs de Constantine mis en garde

AFIN de faire face à une éventuelle menace sanitaire du cheptel bovin de la région, une mise en garde de la wilaya et des services agricoles de Constantine, a été publiée sur les réseaux sociaux afin de prévenir les éleveurs sur les dangers que constitue la dermatose nodulaire contagieuse bovine apparue ces derniers jours dans certaines régions du pays.
La mise en garde a été appuyée par le communiqué du ministère de l'agriculture publié il y a deux jours.
Les autorités vétérinaires de la capitale de l'Est sont sur le qui-vive.
Un dispositif de surveillance a été mis en place afin d'agir et d'intervenir en cas de suspicion. Les éleveurs ont été instruits de veiller à informer les services agricoles en cas de suspicion d'une de leurs bêtes.
Des flyers et dépliants ont d'ores et déjà été conçus et distribués aux éleveurs, sur lesquels toutes les informations nécessaires ont été apportées, dont la présentation de la maladie, ses symptômes, les moyens de transmission, la prévention et les traitements.
À en croire les propos d'un vétérinaire Dr B. Kheirdine, cette maladie se caractérise par une propagation très rapide. «Il n'existe pas de traitement spécifique contre le virus. L'intervention sur les animaux malades consiste à gérer les symptômes et à prévenir les infections secondaires, ajoute-t-il, et il faut aussi procéder à l'isolement des animaux infectés pour prévenir la propagation de la maladie».
«Il faut donc agir en amont par une prévention qui repose principalement sur la vaccination des cheptels dans les régions à risque. Ou encore par une campagne de lutte contre les insectes nuisibles vecteurs, et cela reste le rôle des services d'hygiène communaux», précise le Dr Kheirdine.
La dermatose nodulaire bovine, causée par un virus de la famille des Poxviridae, est qualifiée de très dangereuse dans la mesure où la propagation de l'agent pathogène est très rapide. Hormis le contact entre animaux du cheptel, la contamination peut également être causée par des insectes parasites tels que les mouches et les moustiques.
Ce qui revient à requalifier l'intérêt que peuvent avoir les opérations préventives contre les insectes nuisibles, ne constituant plus depuis quelques années un souci pour les bureaux d'hygiène et de prévention des communes à travers la wilaya. Et pour cause, la propagation effrénée d'insectes dans certaines cités de la ville des ponts est devenue un cauchemar pour leurs habitants.

Amine B.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'Algérie renforce ses capacités de production

Pour faire face au stress hydrique, l'Algérie mise beaucoup sur le dessalement d'eau de mer. Le pays qui a choisi cette voie entend renforcer ses capacités de production avec la mise en œuvre de six nouvelles stations, en sus de celles qui sont en cours de réalisation.

C'est dans ce sens qu'une stratégie nationale a été mise en place à travers la réalisation de 14 stations de dessalement d'eau de mer, avec une capacité de production estimée à 2,3 millions de mètres cubes par jour, selon le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui s'est exprimé hier à l'occasion d'une journée parlementaire sous le thème «Le dessalement d'eau de mer étant un choix stratégique de l'Etat : réalisations et défis», organisée par la commission de l'habitat, de l'équipement, de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire de l'APN.
Le ministre a indiqué que ces réalisations ont permis d'augmenter la production nationale. «Le premier trimestre de l'année 2024 a connu une hausse de la production d'eau dessalée d'environ 13 %, par rapport à la même période de l'année 2023, soit 170 millions de mètres cubes contre 150 millions de mètres cubes au cours du premier trimestre de l'année 2023», a-t-il précisé. M. Arkab a également fait savoir qu'un programme complémentaire a été lancé pour la réalisation des cinq stations de dessalement d'eau de mer supplémentaires, réparties dans les wilayas de Tipasa, Boumerdès, Oran, El-Tarf et Béjaïa, d'une capacité totale de production estimée à 1,5 million de mètres cubes par jour. Cela permettra, selon lui, de répondre à 42 % des besoins en eau potable à partir de 2025. En outre, le ministre a mis en avant le savoir-faire national en



La bataille de l'eau.

matière de dessalement, indiquant que le taux d'avancement de ces stations dépasse 65 % et qu'elles sont toujours réalisées par des entreprises publiques nationales, filiales du Groupe Sonatrach (GTP, ENAC, SARPI, GCB) ainsi que du Groupe Cosider.
Dans la même optique, M. Arkab a indiqué qu'au début de l'année, un protocole d'accord a été signé entre l'Algerian Energy Company (AEC), filiale de Sonatrach, et le groupe allemand PEL, spécialisé dans la fabrication de membranes semi-perméables, pour la fabrication de ces équipements en Algérie afin de réduire la facture d'importation et de lancer une industrie locale et de créer des emplois.

SIX NOUVELLES STATIONS SONT AU PROGRAMME

La deuxième étape de ce programme visant le renforcement des capacités de production devrait se caractériser par la réalisation de six autres stations de dessalement d'eau de mer. Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a en effet affirmé qu'à l'horizon 2025, six autres station de dessalement sont prévues, avec la même capacité de production, soit 300 000 mètres cubes/jour chacune, au niveau des wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Chlef, Tizi Ouzou, Jijel et Skikda, en plus d'une station d'une capacité de production moyenne à Tizi Ouzou avec 60 000 mètres cubes/jour. Le ministre a ajouté que les projets de raccordement des stations en cours de réalisation aux réseaux d'adduction et de distribution d'eau, supervisés par le secteur de l'hydraulique, sont en cours d'achèvement. Il a également mis en avant l'importance d'exploiter les eaux usagées au profit du secteur agricole pour assurer davantage la sécurité alimentaire, celle-ci étant principalement liée à la sécurité hydrique.

Rim Boukhari

TIZI OUZOU

La numérisation des services bancaires en débat

«LA NUMÉRISATION des services bancaires en Algérie : opportunités et défis», tel est le thème du séminaire hydride organisé, hier, par le laboratoire de recherche «Développement, Economie, Finance et Institutions (DEFI)» de la faculté des sciences économiques commerciales et des sciences de gestion de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou.
Ce séminaire animé par une brochure de scientifiques et chercheurs a été une occasion d'éclairer l'horizon bancaire algérien à travers sa transition numérique. «Il s'agit de fournir une analyse approfondie de la numérisation au sein du secteur bancaire algérien, en examinant les changements causés par ce processus, et en étudiant les opportunités et les défis auxquels les acteurs de ce secteur font face», a souligné le Pr Arezki Chenane qui active dans la même faculté.
Cet éminent chercheur et enseignant ajoute que «ce séminaire représente un lieu de rencontre entre les professionnels du secteur bancaire et financier algérien, les doctorants et les enseignants chercheurs qui débattront les défis de la numérisation bancaire en Algérie».
Et tout en faisant également un comparatif avec les expériences vécues par les pays ayant déjà réussi et excellé dans la numérisation, le Pr Arezki Chenane précisera que cet espace expérimental rentre dans cette logique.
Pour sa part, le Dr Hadjira Si Ameur-Maouch,i présidente de ce rendez-vous scientifique, indiquera que cette rencontre s'articule autour de nombreux axes. «Il s'agit entre autres, précise-t-elle, de la numérisation du secteur bancaire avec son cadre théorique et conceptuel, de son cadre réglementaire et législatif dans la réussite de la transition numérique en Algérie, de la digitalisation des services bancaires face aux attentes et besoins des usagers ainsi que celle des moyens de paiements comme levier de l'inclusion financière et les expériences internationales en matière de digitalisation des services bancaires et des systèmes de paiement (système de paiement électronique, usage des bitcoins etc.). à l'effet de profiter des expériences des autres pays».
A propos d'expérience des autres pays, il a été prévu une communication en ligne du Dr Serigne Diop de l'université de Ziguinchor au Sénégal qui devait traiter de l'expérience de son pays en matière de Mobile Banking qui tarde à trouver sa place en Algérie. Le Pr Arezki Chenane reprendra la parole pour indique que «la diffusion massive des technologies de l'information et de la communication a donné naissance à une nouvelle ère, celle de l'économie numérique, qui trouve ses applications dans tous les secteurs économiques». Il fera remarquer aussi que «la numérisation est identifiée au niveau mondial comme quatrième révolution industrielle et créatrice d'opportunités économiques et sociales majeures, mais apportant également des changements sans précédent».
D'autres intervenants laisseront entendre que «la révolution numérique transforme l'économie dans son ensemble particulièrement le secteur bancaire et financier». «Les banques, conscientes de l'importance de cette transformation numérique comme accélérateur de croissance et d'inclusion financière, se trouvent dans l'obligation de faire face à la contrainte économique en cherchant une meilleure maîtrise des coûts tout en adoptant ses différentes fonctions à la numérisation» a relevé à son tour le Dr Hadjira Si Ameur-Maouchi et en tout en dévoilant «les contraintes exogènes rencontrées par les banques dans le développement de cette numérisation». L'intervenante ira jusqu'à soutenir la thèse selon laquelle «des efforts doivent être faits pour soutenir les banques notamment par le développement de la culture numérique chez les clients réticents à cette numérisation».
«Les comportements doivent changer comme c'est le cas dans les pays où cette numérisation bancaire a atteint des sommets tels qu'aujourd'hui tout est géré à partir d'une plateforme», a-t-elle relevé pour plaider ensuite qu'il est grand temps d'accéder «à tous les nouveaux services bancaires, tels que E-banking, M-Banking, Neo-Banque, Openbanking etc. Dans ce sens, le Dr Hadjira Si Ameur-Maouchi a exhorté les banques à convaincre et à satisfaire leurs clients «par une meilleure information en proposant des services plus personnalisés, adaptés au profil de chacun d'entre eux, de manière à pouvoir répondre à leurs besoins et ainsi à les satisfaire et surtout à les fidéliser».
Enfin, elle fera part de la nécessité de la performance des moyens techniques mis à la disposition des banques par les télécommunications qui, hélas, posent problème bien souvent. De son côté, le Pr Arezki Chenane a plaidé pour que les relations banques – clients soient humanisées.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

FORMATION DIPLÔMANTE EN FINANCE ISLAMIQUE

Signature d'un partenariat entre l'Algérie et le Bahreïn

Une convention de partenariat entre INSAG Business School, Financia Business School et le Bahrain Institute of Banking and Finance (BIBF) a été signée dans le but de lancer un double diplôme spécialisé en finance islamique.



Un programme de haut niveau.

La signature a eu lieu en présence de l'ambassadeur du Bahreïn à Alger Ali Jassem Ahmed Al Aradi, ainsi que des dirigeants des principales entreprises du secteur financier algérien, a été signée par le Dr. Ahmed Abdul Hameed Abdul Ghani AlShaikh, DG du BIBF, Nassim Lounes, DG d'INSAG Business School, et Alfonso Lopez de Castro, Président de Financia Business School.

Ce double diplôme vise à «répondre à la demande croissante de compétences en finance islamique. Le programme combinera l'expertise des trois institutions partenaires pour offrir une formation complète et professionnalisante». Il permettra, également, d'accompagner «la très remarquable croissance du marché algérien de la finance islamique, actuellement servis par 12 banques agrées (6 Publiques, 6 privées) qui dispose d'un réseau grandissant avec 75 agences dédiées à la finance islamique et 741 guichets proposants les produits de la finance islamique», est-il indiqué dans un communiqué. En juin 2023, selon la note de la Banque d'Algérie, le volume des dépôts de la finance islamique a atteint 624 Milliards de Dinars (hausse de 14,1%), l'encours des produits de financement islamique a atteint 370 Milliards de Dinars (hausse de 4,85%). Ce partenariat permettra donc de «proposer à l'ensemble de l'écosystème financier algérien un programme de formation en finance islamique professionnalisant unique et de haut niveau en Algérie», a poursuivi la même source.

Ce premier double diplôme international spécialisé en finance islamique en Algérie permettra aux professionnels algériens et aux étudiants d'excellence d'obtenir l'Advanced Diploma of Islamic Finance (ADIF) du BIBF et aussi d'obtenir l'Exécutive MBA Finance Islamique de Financia Business School et de l'INSAG Business School.

Il sera dirigé par M. Merbouh Kader, fondateur et directeur du Département Finance Islamique à Financia Business School qui regroupe plusieurs programmes de formations professionnalisant d'excellence en finance islamique.

Par ailleurs, cette initiative bénéficiera d'un conseil de pilotage composé de plusieurs experts algériens et internationaux en finance islamique. «Ce partenariat pour cette formation professionnelle de haut niveau reflète l'engagement des trois institutions à fournir des solutions éducatives de classe mondiale et à contribuer à la croissance économique et au développement du capital humain en Algérie et au-delà», a précisé la même source.

En outre, il renforce les liens de fraternité et d'amitié entre l'Algérie et le Bahreïn, symbolisant la coopération continue entre les deux pays dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. INSAG Business School, affiliée à INSAG Education Group, se distingue par son Executive Education, proposant des programmes de Bachelor, Master et MBA. Spécialisée dans les domaines du management, des ressources humaines, de la finance, des assurances et du digital marketing, INSAG s'appuie sur des partenariats solides avec des institutions internationales prestigieuses telles que l'IGS RH, l'École supérieure des assurances de Paris, l'EFAP Paris et le Groupe Collège de Paris.

Financia Business School est une école de commerce française, avec des campus à Paris, Lyon et Bordeaux, proposant des programmes de licence et de MBA dans divers domaines financiers et de gestion. Le BIBF est une organisation semi-gouvernementale affiliée à la Banque centrale de Bahreïn, offrant des solutions éducatives et de formation de premier plan pour le secteur bancaire et financier.

Meriem Djouder

SECTEUR ÉDUCATIF À TIZI OUZOU

22 nouvelles structures pédagogiques

CE NE SONT pas moins de 22 nouvelles structures pédagogiques qui seront réceptionnées dans la wilaya de Tizi Ouzou à la prochaine rentrée scolaire 2024/2025. C'est ce qui a été arrêté lors du conseil de wilaya, tenu le 22 juin sous la présidence du wali Djillali Doumi, consacré à la rentrée scolaire.

Ces nouvelles structures pédagogiques sont composées essentiellement de 11 groupes scolaires du cycle primaire, 6 collèges et 5 lycées.

Lors de leurs interventions, à l'issue de ce conseil, les directeurs de l'éducation et des équipements publics ont assuré que ces nouveaux établissements éducatifs seront achevés et même équipés d'ici au 31 août prochain puisque les travaux au niveau des chantiers consacrés à ces projets avancent de manière rapide et régulière.

Dans ce cadre précis, le wali a insisté auprès de ces mêmes responsables quant à la poursuite des travaux au même rythme et à la même cadence pour que la date de livraison de ces structures soit respectée et, de fait, permettre une rentrée scolaire dans de parfaites conditions.

S'agissant des lycées Colonel Amirouche et El-Khansa, qui ont été complètement rasés pour être reconstruits, après qu'un glissement de terrain a endommagé leurs fondations, ils pourront accueillir à nouveau les élèves et les personnels fonctionnaires au deuxième trimestre de l'année scolaire 2024/2025.

Cependant, rien ne permet d'être affirmatif puisque les pouvoirs publics n'ont pas officiellement intégré ces deux établissements du cycle secondaire à la prochaine rentrée scolaire.

Il convient enfin de noter que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tizi Ouzou compte jusqu'à ce jour 671 écoles primaires, 184 CEM et 75 lycées. Avec la prochaine livraison, il sera donc question de 682 écoles primaires, 190 CEM et 80 lycées.

Il faut reconnaître que des efforts colossaux ont été consentis par les pouvoirs publics sachant que la plupart des pays, notamment ceux du Continent africain, ne comptent pas autant d'établissements éducatifs dans une seule wilaya, voire toute une région.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

UNIVERSITÉ ALI-LOUNICI D'EL-AFFROUN

Don de livres de l'ambassadeur d'Italie

L'AMBASSADEUR d'Italie, Alberto Cutillo, accompagné de la directrice du Centre culturel italien à Alger, Antonia Grande, ont effectué, avant-hier, une visite de courtoisie à l'université Ali-Lounici Blida 2. Les hôtes italiens ont été accueillis par l'ensemble de la famille universitaire dont le recteur Adel Mazoug et l'équipe du département de langue italienne. Lors de son allocution, Alberto Cutillo a déclaré que la langue sert de canal ou de lien entre les peuples, visant à renforcer les relations entre les pays, comme c'est le cas entre l'Algérie et l'Italie, pour avancer vers un développement mutuel bilatéral.

Il s'est aussi adressé aux étudiants qui ont choisi d'étudier la langue italienne, soulignant que l'étude des langues étrangères est un symbole de paix entre les peuples, qui donne une opportunité de connaître d'autres cultures, ce qui valorise le dialogue mutuel et constructif. En cette circonstance, l'ambassadeur d'Italie a offert à la bibliothèque de l'université de précieux livres sur l'apprentissage de la langue italienne, qui profitent aux différents niveaux d'enseignement et à toutes les spécialisations incluses dans le département de langue italienne de l'université.

D'autre part, le directeur de l'université a souligné que cette visite témoigne des relations profondes et fortes entre les deux pays, qui connaissent un développement continu, lequel se reflète dans de multiples approches de coopération, notamment dans les domaines académique et culturel, qui constituent l'un des principaux aspects et cadres de coopération entre les deux pays. Alberto Cutillo a expliqué que l'Université de Blida 2 est l'une des universités algériennes les plus importantes qui comprend un département spécial d'enseignement de la langue et de la littérature italiennes. Ce département connaît un dynamisme remarquable, notamment après l'ouverture des offres de formation doctorale, proposant de larges opportunités et perspectives pour la formation de professeurs de langue italienne et la promotion des liens culturels, ainsi que l'introduction et la reconnaissance des capacités des deux pays.

Dans la même dynamique, l'université envisage, dans un futur très proche, l'ouverture d'un nouveau département de langue italienne au sein du centre d'enseignement intensif des langues, qui permettra à toute personne désireuse d'apprendre la langue italienne de s'y inscrire. Pour sa part, le Dr Ouled Hadar Safaa, a affirmé que cette visite constitue une opportunité renouvelée de coopération entre les universités des deux pays.

Elle a déclaré que cette coopération permet le développement de programmes de recherche conjoints, l'échange d'étudiants, et contribue également à améliorer et à renforcer les relations entre les institutions académiques et culturelles des deux pays.

Elle a rappelé les accords bilatéraux qui unissent l'Université de Blida 2 et les universités italiennes, notamment l'Université de Pérouse, l'Université de Sienne et l'Université de Messine, ce qui reflète différents niveaux de coopération et de coordination traduits dans les termes des accords conclus, lesquels ont porté leurs fruits en bénéficiant de bourses académiques de courte durée.

T. Bouhamidi

UNE CRISE HUMANITAIRE ALARMANTE À GAZA

Plusieurs cas d'intoxication à cause de la consommation d'aliments périmés

La bande de Gaza est depuis le 7 octobre dernier le théâtre d'une crise humanitaire dévastatrice. Le blocus imposé par l'entité sioniste a entravé l'accès aux aides de première nécessité, plongeant la population dans une situation désespérée. Face à la pénurie alimentaire, les Gazaouis n'ont d'autre choix que de s'approvisionner en denrées avariées pour tenter d'échapper à la famine, qui a déjà fait plusieurs victimes. Selon le Bureau des médias du gouvernorat de Gaza, de nombreux cas d'intoxications alimentaires ont été recensés parmi la population, causés par la consommation forcée d'aliments périmés.

Cet état de fait est la conséquence directe du blocus sévère imposé par Israël depuis plus de 16 ans. L'agression barbare menée contre l'enclave palestinienne a rendu extrêmement difficile l'acheminement de l'aide humanitaire et des produits de première nécessité. Les habitants de Gaza se retrouvent ainsi pris au piège, condamnés à subir les conséquences dévastatrices de cette politique inhumaine.

Il a, en outre, affirmé que «l'armée sioniste cible directement les équipes municipales lorsqu'elles tentent de redémarrer les puits d'eau dans la bande de Gaza et tire également directement sur les équipes de la défense civile pour les empêcher d'accomplir leur devoir».

Avant-hier, le directeur de l'hôpital Kamal Adwan, dans le nord de la bande de Gaza, Hossam Abu Safiya, a déploré la mort de quatre enfants palestiniens en une semaine à cause de la malnutrition.

«Nous avons perdu un enfant à la crèche de l'hôpital au cours des dernières heures à cause de la malnutrition. C'est le quatrième enfant qui décède à l'hôpital durant cette semaine, en raison de l'insuffisance de la nourriture», a-t-il regretté au cours d'une conférence de presse tenue dans le nord de la bande de Gaza.

Il a ajouté qu'»au cours des deux dernières semaines, l'hôpital a également diagnostiqué plus de 250 enfants présentant des signes de malnutrition», soulignant que «la bande de Gaza est confrontée à une véritable catastrophe sanitaire qui a commencé avec les enfants et pourrait se propager aux adultes». Le responsable a souligné, à cet égard, que «les naissances prématurées survenues à l'hôpital au cours de la période récente étaient dues à la malnutrition maternelle».

Au-delà de la pénurie alimentaire, le manque criant d'accès aux soins médicaux aggrave encore la situation. Les hôpitaux, délibérément bombardés et incendiés, manquent cruellement de médicaments et d'équipements, mettant en danger la vie des patients les plus vulnérables, notamment les enfants.



Malgré les nombreux appels de la communauté internationale, l'entité sioniste continue de bloquer l'acheminement de l'aide humanitaire et de bombarder les stocks alimentaires des organisations humanitaires. Cette situation aggrave davantage les conditions de vie déjà précaires de la population civile dans la ville palestinienne

''ENVOYER DE L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA EST DEVENU IMPOSSIBLE», SELON BORRELL

La fourniture d'une aide humanitaire à l'intérieur de la bande de Gaza, soumise à une agression génocidaire sioniste, est devenue impossible, a déclaré le haut représentant européen pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell.

«Malgré toutes les pauses tactiques annoncées, la situation est telle qu'aucune aide n'arrive à Gaza. L'aide s'accumule à l'extérieur des frontières. Certains de ces biens seront détruits, inutilisés, perdus», a affirmé M. Borrell, à son arrivée au Conseil des Affaires étrangères à Luxembourg.

Mais, a-t-il poursuivi, «l'important n'est pas la valeur financière des choses qui seront perdues, mais le fait qu'elles ne puissent pas entrer. Et si elles entrent, il n'est pas possible de les distribuer, car il n'y a aucun type d'organisation. Le tissu social, et pas seulement les bâtiments, a été détruit et la société civile s'effondre».

Un responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué récemment, qu'aucune amélioration dans l'accès de l'aide n'a été constatée dans la bande de Gaza.

«Nous, les Nations Unies, pouvons dire que nous n'avons constaté aucun impact sur l'arrivée de l'aide humanitaire depuis l'annonce» d'une pause par l'armée sioniste dans le sud de Gaza, a indiqué Richard Peeperkorn, lors du briefing régulier de l'ONU à Genève.

Et Jens Laerke, le porte-parole de l'Office de coordination des situations d'urgence, a évoqué «une situation humanitaire et sanitaire catastrophique dans l'ensemble de l'étroit territoire palestinien».

Par ailleurs, M. Borrell a mis en garde contre l'escalade de la violence dans la région du Moyen-Orient, soulignant que «les conséquences de cette option seront désastreuses». « Un débordement au Liban aurait de graves conséquences sur la région et au-delà», a prévenu le responsable européen dans un message sur son compte sur le réseau social X, faisant remarquer qu'»en Cisjordanie occupée, la situation économique est au bord de l'effondrement et que la violence s'intensifie».

Avant d'ajouter : «Hier (samedi) a été l'un des jours les plus sanglants depuis octobre avec au moins 100 morts palestiniens». Il a condamné, dans ce contexte, le mépris flagrant de l'entité sioniste à l'égard des décisions de la Cour internationale de Justice (CIJ) et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU», fustigeant «le manque d'amélioration de l'accès et de l'acheminement de l'aide humanitaire».

Il convient de noter que le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza s'est alourdi à 37.626 martyrs et 86.098 blessés, depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué hier les autorités palestiniennes de la santé.

Selon la même source, 28 martyrs et 66 blessés sont arrivés dans les hôpitaux de la bande de Gaza au cours des dernières 24 heures.

Les autorités palestiniennes de la santé ont indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchaient les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours.

Depuis le début de l'agression, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

Mohamed M.

CORÉE DU SUD

Une vingtaine de corps retrouvés après l'incendie d'une usine de batterie

UNE VINGTAINE de corps ont été retrouvés en Corée du Sud après l'incendie d'une usine de batteries au lithium que les pompiers sont parvenus à éteindre, a rapporté lundi l'agence de presse Yonhap.

«Environ 20 corps ont été retrouvés» sur le site par les pompiers sud-coréens, qui ont réussi à s'introduire dans le bâtiment après avoir éteint le gigantesque brasier.

Plus de 100 personnes travaillaient dans l'usine lorsque des ouvriers ont entendu une série d'explosions au deuxième étage, où les batteries de lithium sont inspectées et emballées, a expliqué à Yonhap un membre des pompiers sur place, Kim Jin-young.

Ce dernier a raconté à la presse que les pompiers avaient réussi à éteindre le brasier et qu'ils s'affairaient désormais au retrait des corps du bâtiment carbonisé par les flammes.

«Une équipe de secours est entrée à l'intérieur et mène des opérations de recherche et de sauvetage», a-t-il indiqué. Hautement inflammables, environ 35.000 batteries au lithium seraient stockées au deuxième étage de l'usine où s'est déclaré l'incendie.

«Il était difficile de rentrer dans le bâtiment car nous craignions que d'autres explosions ne se produisent», a déclaré M. Kim, précisant que les pompiers ont réussi à éteindre les flammes à l'aide de «sable sec». L'incendie s'est produit à Hwaseong, au sud de Séoul, dans une usine appartenant au fabricant sud-coréen Aricell spécialisé dans les batteries.

Les batteries au lithium sont utilisées dans tous les domaines, des ordinateurs portables aux véhicules électriques.

Des images diffusées par l'agence Yonhap ont montré des panaches de fumée grise s'élevant au-dessus du bâtiment de l'usine ravagé par les flammes. Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a demandé aux autorités locales de «mobiliser tout le personnel et les équipements disponibles pour se concentrer sur la recherche et le sauvetage des personnes», a indiqué son bureau.

M. Yoon a également prévenu les autorités qu'elles devaient «assurer la sécurité des pompiers compte tenu de la rapidité de la propagation du feu».

R.I.

FRAPPE EN CRIMÉE AVEC DES MISSILES AMÉRICAINS

L'ambassadeur des Etats-Unis convoqué à Moscou

La diplomatie russe a annoncé hier que l'ambassadeur américain à Moscou avait été convoqué afin d'être prévenu de prochaines «mesures de rétorsions», après la frappe de la veille à Sébastopol en Crimée avec des missiles longue portée ATACMS fournis par Washington à Kiev, ayant tué 4 civils dont deux enfants et blessé près de 150 personnes.

Le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué dans un communiqué avoir signifié à la diplomate Lynne Tracy que «les Etats-Unis, qui mènent une guerre hybride contre la Russie, sont devenus parties au conflit» en Ukraine et que « des mesures de rétorsion allaient suivre».

Avant-hier à 12h15, heure de Moscou, les troupes ukrainiennes ont attaqué Sébastopol avec cinq missiles opérationnels-tactiques américains ATACMS équipés d'ogives à fragmentation. La défense antiaérienne russe en a intercepté, l'ogive à fragmentation d'un cinquième missile a explosé dans les airs selon RIA Novosti.

Quatre civils sont décédés, dont deux enfants. Selon les dernières données gouvernementales, 151 civils ont été blessés et blessés de gravité variable, 82 personnes ont été hospitalisées, dont 27 enfants.

«L'implication des États-Unis d'Amérique dans les hostilités, leur implication directe dans des hostilités qui entraînent la mort de civils russes, ne peuvent bien sûr qu'avoir des conséquences», a aussi déclaré hier le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Celui-ci répondait à une question de journalistes lui demandant si Moscou envisageait des mesures de représailles contre Washington. Peskov a qualifié le bombardement de «barbare» et ajouté : «Nous voyons très bien qui est derrière cela. La semaine dernière, le président a parlé de ceux qui dirigent ces missiles, d'une technologie absolument complexe, et qui assurent ces lancements. Ce ne sont pas des Ukrainiens ».

«Ceux qui fournissent ces armements déclarent qu'ils ne combattent pas, mais je le dis, nous nous réservons le droit de frapper d'autres points dans le monde», a en effet averti Vladimir Poutine le 20 juin dernier lors d'une conférence de presse au Vietnam.

«Ils livrent des armes à l'Ukraine et déclarent ensuite qu'ils ne contrôlent rien et qu'ils ne savent pas comment elles sont



utilisées. On peut dire la même chose : on peut livrer des armes ailleurs et après dire qu'on ne contrôle rien. Qu'ils réfléchissent là-dessus» a poursuivi le président russe.

Celui-ci avait déjà prévenu le 5 juin que la réponse russe serait «symétrique», en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg: «si quelqu'un considère possible de livrer de tels missiles dans la zone des combats pour frapper notre pays [...], pourquoi n'aurions-nous pas le droit de livrer nos armes de même classe dans d'autres régions du monde pour frapper les sites sensibles des pays qui font cela contre la Russie ?»

Par ailleurs, la Russie est également ciblée par une série de sanctions occidentales touchant le secteur économique et financier. Hier, le Conseil de l'Union européenne a confirmé l'approbation d'un 14e paquet de sanctions contre Moscou. Celles-ci s'étendent à des secteurs plus vastes et impliquent également l'utilisation des fonds provenant des avoirs russes gelés.

14E PAQUET DE SANCTIONS APPROUVÉ

Bruxelles poursuit sa politique de sanctions à l'endroit de Moscou. Après un peu plus de deux ans de conflits et des résultats mitigés, le conseil de l'Union européenne a officialisé un 14e train de sanctions.

«La Russie analysera attentivement le 14e paquet de sanctions anti-russes de l'UE et prendra des mesures de rétorsion», a déjà déclaré hier le vice-ministre des Affaires étrangères Alexandre Grouchko.

Parmi les éléments nouveaux figurent donc l'interdiction des investissements, de la fourniture de biens, de technologies et de services pour la réalisation de projets GNL (Gaz naturel liquéfié), l'importation d'hélium de Russie et l'exportation de minerais de manganèse, d'un certain nombre de types de plastiques, d'éléments de terres rares et de composants électroniques vers la Fédération de Russie.

Outre ces limitations propres au commerce avec la Russie, l'UE vise également les entreprises européennes qui auront désormais la responsabilité de veiller à ce que leurs filiales dans des pays tiers ne contournent pas les sanctions contre la Fédération de Russie.

Les compagnies européennes ne pourront dorénavant plus exploiter des vols charters et privés dans le monde entier commandés par des personnes physiques et morales russes. Les entreprises européennes qui commercent avec des pays tiers devront par ailleurs identifier et évaluer les risques liés à leur réexportation vers la Russie.

Bruxelles tente ici d'éviter le contournement des sanctions qui rend celles-ci inopérantes dans plusieurs domaines. Confiante, la ministre des Affaires étrangères belge Hadja Lahbib a estimé que ces nouvelles sanctions «continuent à affaiblir la Russie de Poutine».

Avec ce 14e paquet de sanctions, l'UE vise aussi 61 entreprises de la Fédération de Russie, de Chine, des Émirats arabes unis et de Turquie, contre lesquelles des restrictions ont été imposées sur l'exportation de technologies à double usage, c'est-à-dire des technologies initialement conçues pour un usage civil mais pouvant être détournées par leur utilisateur à des fins militaires. Au cœur de ces nouvelles sanctions se trouvent aussi 27 navires visés par l'UE. Ceux-ci sont accusés de transporter des produits pétroliers russes, et l'accès aux ports européens leur sera refusé. Bruxelles affirme ainsi que ces bateaux « transporteraient du matériel militaire pour la Russie » et « soutiendraient le développement du secteur énergétique russe ».

C'est le ministre des Affaires étrangères suédois Tobias Billstrom qui avait proposé des sanctions contre ce qu'il appelle la « flotte fantôme russe ».

R. I.

AFRIQUE DU SUD

Dix partis sont prêts à rejoindre le gouvernement d'unité nationale

DIX PARTIS politiques dont Al Jama-ah, qui représente les intérêts de la communauté musulmane, sont prêts à rejoindre le gouvernement d'unité nationale en Afrique du Sud, qui est en train d'être formé sous l'égide du Congrès national africain (ANC), a déclaré le service de presse de l'ANC.

«En tout, 10 des 18 partis parlementaires du pays ont soutenu le gouvernement en cours de formation», a déclaré le service de presse, signalant que si les autres partis expriment le souhait de rejoindre le gouvernement dans un avenir proche, tous les membres de ce dernier doivent donner leur accord. Le 6 juin, le leader de l'ANC et président sud-africain Cyril Ramaphosa a lancé une initiative visant à former un gouvernement d'unité nationale, aucun parti n'ayant été en mesure d'obtenir la majorité au parlement à la suite des élections générales du 29 mai.

L'ANC et l'Alliance démocratique (DA), représentant la minorité blanche, ont été les premiers à signer un accord sur les principes de formation et de prise de décision au sein d'un gouvernement d'unité nationale, le 14 juin.

Cela a permis à M. Ramaphosa d'être réélu à la tête de l'Etat pour les cinq prochaines années le même jour.

Il convient de rappeler que c'était pour la première fois depuis la fin de l'apartheid, l'ANC a été contrainte de former une coalition à l'Assemblée nationale pour conserver le pouvoir. Les résultats définitifs des législatives avaient confirmé qu'aucun parti politique n'avait obtenu la majorité.

Lors d'un discours, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa avait appelé les partis politiques à surmonter leurs différences et à trouver un « terrain d'entente ».

« Notre peuple s'est exprimé et que cela nous plaise ou non, il s'est exprimé. En tant que dirigeants de partis politiques, ayant occupé ou occupant des postes à responsabilité dans la société, nous avons entendu la voix de notre peuple et nous devons respecter ses choix et ses souhaits », avait-il déclaré.

« Cette élection a clairement montré que les Sud-Africains attendent de leurs dirigeants qu'ils travaillent ensemble pour répondre à leurs besoins. Ils attendent des partis pour lesquels ils ont voté qu'ils trouvent un terrain d'entente, qu'ils surmontent leurs différences, qu'ils agissent et travaillent ensemble pour le bien de tous », avait-il constaté.

Déçus par les précédents mandats, les électeurs ont boycotté l'ANC en raison de son incapacité à endiguer la pauvreté généralisée et le taux de chômage élevé.

L'ANC était obligé de forger des alliances et trouver des alliés parmi les trois têtes de l'opposition. Le parti a négocié une coalition sur sa droite, avec l'Alliance Démocratique (DA) et sur sa gauche radicale, avec l'Umkhonto we Sizwe (MK) de Zuma où les Combattants pour la liberté économique (EFF) de Julius Malema, deux ex-figures de l'ANC.

Situation 2022/2024 et perspectives de l'économie algérienne 2025/2030

Professeur des universités, expert international, Docteur d'Etat 1974
Abderrahmane MEBTOUL.



Un débat serein loin de toute sinistrose ou de toute autosatisfaction s'impose à la veille de l'élection présidentielle en Algérie. J'articulerai cette présente contribution qui a été l'objet de mon Intervention de la 1ere partie à la 56ème rencontre du CAP H-2054 - le jeudi 20 juin de 18h à 20h avec un large débat , en présence notamment des professeurs d'Universités experts internationaux de Taieb Hafsi , de Mazouz Bachir de HEC Montréal et de bon nombre d'autres experts en deux parties interdépendances, l'ensemble des données étant celles du gouvernement algérien et des institutions internationales Premièrement, je livrerai d'abord quelques indicateurs macro- financiers, macroéconomiques et macro sociaux de l'économie algérienne 2022/2024 et deuxièmement les projections 2025/2030, posant les conditions pour avoir un PIB de 400 milliards de dollars horizon 2029/2030 et comme condition du financement , pour pouvoir produire plus de 200 milliards de mètres cubes gazeux dont 100 milliards d'exportation tenant compte de la forte consommation intérieure

1-QUELQUES INDICATEURS MACRO FINANCIERS ET MACRO ÉCONOMIQUES 2022/2024

1.-1.-Les indicateurs macro financiers ,
Le déficit budgétaire prévu dans la loi de finances 2024 sera de 46,04 milliards de dollars, plus de 17% du PIB contre 16% en 2023 le prix de référence du baril de pétrole brut ayant été fixé à 60 dollars et le prix du marché du baril de pétrole brut de 70 dollars, étant un simple artifice comptable. En effet, compte tenu de la réévaluation du PIB en 2023 d'environ 33% incluant la sphère informelle, en attendant son avalisation par les institutions internationales, le budget de l'Etat, dans le cadre de la loi de finances 2024 , prévoit une hausse historique des dépenses à 15.275,28 milliards de dinars, soit au cours de 134 dinars 113,99 milliards de dollars un dollar , alors que les recettes devraient s'établir à 9.105,3 milliards de dinars soit 67,95 milliards de dollars .
-Le ratio de la dette publique avoir culminé à 62,9 % du PIB à la fin-2021, la combinaison d'un déficit budgétaire plus faible en 2022 et d'une augmentation significative du PIB nominal a conduit à une baisse à 55,6 % en 2022 et de 49,5% du PIB en 2023 avec une :dette extérieure : 1,5 % du PIB.. Selon le rapport de la banque mondiale après avoir atteint 10,8% du PIB en moyenne au cours des cinq années précédant la pandémie, le déficit budgétaire s'est réduit à 7,2% en 2021 du PIB puis à 2,9 % en 2022, en grande partie grâce à l'augmentation des recettes d'hydrocarbures, et malgré l'augmentation des dépenses en salaires et en transferts (+2,1 pp du PIB) et le déficit budgétaire hors-hydrocarbures s'est détérioré, passant de 19% en 2021 à 23,3 % du PIB et au premier semestre 2023, la chute des exportations d'hydrocarbures (–27,2 % par rapport à la même période 2022)
-Pour son équilibre budgétaire selon le FMI et en référence à la loi de finances 2023, l'Algérie a besoin d'un baril de pétrole à près de 149,2 dollars, dans son rapport d'octobre 2022 contre 135 dollars pour l'exercice 2020/2021 et 100/109 pour l'exercice 2019/2020. Qu'en sera-t-il pour la loi de finances 2024 où il est prévu une augmentation des dépenses, l'équilibre budgétaire dépendant avant tout des recettes de Sonatrach qui ont été de 60 milliards de dollars en 2022 pour un cours moyen de 106 dollars le baril et 16 dollars le MBTU pour le gaz, avec une moyenne de 80 dollars pour l'année 2023 les recettes hydrocarbures ont été de 50 milliards en 2023, et vu la moyenne des cours les recettes seront certainement du même niveau, la Coface . prévoyant un creusement du déficit budgétaire
-Les réserves de change de l'Algérie ont clôturé à 69 milliards de dollars de réserves de change fin 2023 , contre rappelons le - 2013 : 194,0 milliards de dollars, 2015 : 144,1 milliards de dollars - 2017 : 97,33 milliards de dollars, - 2022 : 61 milliards de dollars. environ 80 milliards de dollars y compris les 173 tonnes d'or qui n'ont pas évolué en volume depuis 2006/2007, irrigant d'ailleurs tout le cors social directement ou indirectement, qui représentent environ 92% des entrées en devises concernant le pétrole et le gaz brut et semi brut mais si on compte les dérivées d'hydrocarbures en 2023 inclus dans la rubrique hors hydrocarbures pour plus de 67% qui est passée de 7 milliards de dollars (source APS) de 7 milliards de dollars en 2022 à un peu plus de 5 milliards de dollars en 2023 on trouve 97/98%.
-Toujours sur le plan financier nous avons assisté à la dépréciation officielle du dinar avec un écart qui est passé en une décennie de 40 à plus de 60% sure marché parallèle, en rappelant que toute appréciation est liée à l'accroissement de la production et de la productivité interne et non à des décisions administratives . Le cours officiel du dinar (cours achat) en 1970, a été de 4,94 dinars un dollar, en 1980 à 5,03 dinars un dollar ; – 2001 : 77,26 dinars un dollar et 69,20 dinars un euro– 2020 : 128,31 dinars un dollar -; en 2022 140, 24 pour un dollar et 139,30, un dinar pour un euro et le 13 juin 2024 l'euro s'échange à un taux d'achat de 145.76 dinars algériens et à un taux de vente de 145.85 dinars algériens, ce qui semble indiquer une certaine constance dans sa valeur. La dépréciation officielle du dinar permet d'augmenter artificiellement la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens, montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité.
- La cotation du dinar au niveau de la sphère informelle qui est amplifiée souvent par l'instabilité juridique et monétaire et par le processus inflationniste qui par définition contribue modifie la redistribution du revenu national au profit des rentes spéculatives et au détriment des revenus fixes , durant l'année 2011, le dinar algérien était coté en moyenne annuelle à 135 dinars pour 1 euro , le 8 octobre 2022, à 209 dinars 1 euro, plus précisément le 22 septembre 2022, à 227 dinars à l'achat et 229 dinars à la vente, le dollar américain à 210 dinars à l'achat et 212 dinars à la vente , Depuis le début juin 2024, , les cours de change de l'euro y sont nettement plus élevés, grimpant jusqu'à 239.00 dinars algériens à l'achat et 241.00 dinars algériens à la vente avec une légère-baisse depuis entre le 15/20 juin 2024. En ce qui concerne le dollar américain, la Banque d'Algérie dans sa note de conjoncture de février 2024 indique que la circulation fiduciaire hors banques représente 33,35% de la masse monétaire globale en Algérie, soit quelque 7395 milliards de dinars à fin septembre 2022, contre 6712 milliards de dinars à fin décembre 2021, au cours de 137 dinars un dollar 53,98 milliards de dollars, reflétant un état de sous-bancarisation alors que dans les pays développés les plus bancarisés, la part de la circulation fiduciaire ne dépasse guère les seuils de 4 à 5% de la masse monétaire globale. . Pour lutter contre la sphère informelle, le gouvernement a décidé d'accélérer la numérisation. Cela suppose aussi un système d'information fiable en temps réel, de favoriser les bureaux de change alimenté en grande partie par la Banque d'Algérie, dont l'écart de vente entre l''officiel et le parallèle doit être inférieur à 10/15% et d'introduire la monnaie numérique, ne devant pas la confondre avec les crypto-monnaies qui circulent sur Internet hors de toute institution bancaire. L'annonce de l'ouverture de bureaux de change date pas d'aujourd'hui puisque les dispositions du règlement n°95-07 du 23 décembre 1995 modifiant et remplaçant le règlement n°92-04 du 2 mars 1992 relatif au contrôle des changes notamment ses articles 10 à 15, plus de 40 bureaux de change ont été agréés, aucun n'étant opérationnel. Sa réussite suppose une démarche progressive, la stabilité juridique et monétaire par la maîtrise du processus inflationniste, la refonte du système financier dont les banques publiques accaparent plus de 85% des crédits octroyés et que si l'écart entre l'officiel et le marché parallèle est entre 10/15% minimum, car dans la pratique des affaires pas sentiments.
-Sur le plan fiscal, la directrice générale des Impôts a fait état, le 04 avril 2023 , de 6000 milliards de dinars d'impôts non recouvrés soit au cours de 134 dinars un dollar 44,77 milliards de dollars. Pour les transferts illicites de capitaux à l'étranger, selon les données du FMI, les entrées en devises entre 2000/2021 sont estimées, approximativement, autour de 1100 milliards de dollars avec une importation de biens et services de plus de 1050 milliards de dollars le solde étant les réserves de change au 31/12/2020 et une surfacturions entre 10% et 15% donnerait un transfert illicite de devises entre 100 et 150 milliards de dollars entre 2000/2020 placés dans l'achat de biens , ou de tierces personnes ayant la nationalité étrangère et dans des paradis fiscaux où il est difficile de les récupérer.
1.2- Les indicateurs macro économiques
-Il y a accroissement de la population algérienne avec des besoins croissants qui a évoluée ainsi :– 1960 11,27, – 1970 14,69, -1980 19,47, -1990 26,24, -2010 à 37,06 – et au 01 janvier 2024, 47 298 268 et d'ici 2030 plus 51 millions . Pour le taux de chômage, nous avons plus de 2 millions de bénéficiaires d'allocation chômage selon le Ministère du travail(source APS), à fin 2023 sur une population active selon, l'ONS est passée de 12 202 063 en 2021 à 13 425 064 en 2023 ce donne un taux de 14,89%, taux proche de celui de la Banque mondiale mais incluant les sureffectifs dans les administrations et entreprises publiques . Or, faut un taux de croissance sur 5/7 ans de 8/9% pour absorber le flux additionnel de demandes d'emplois entre 350.000/400.000 emplois par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel qui paradoxalement touche de plus en plus les diplômés en raison à la fois de la désindustrialisation et de la non correspondance du système socio- éducatif aux besoins économiques favorisant d'ailleurs l' exode de cerveaux Car l'emploi ne se crée pas décret et dépend de la croissance des entreprises publiques et privées dont le taux d'intégration en Algérie en 2022 ne dépasse pas 15/20% . Lié à l'emploi, (le revenu brut par habitant étant selon le FMI de 325 dollars entre 2022/2023 et le revenu brut annuel 3900 dollars mais devant éclater la moyenne pour déterminer la répartition du revenu national par couches sociales.

A SUIVRE

PROJET DU CENTRE NATIONAL DES ARCHIVES

Focus sur les débuts du théâtre algérien

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) organise, samedi prochain, une exposition et des tables rondes autour de la période 1963-1972, dans le cadre du projet du Centre national des archives du Théâtre initié par Ziani Cherif Ayad.



Lors de cet événement qui s'inscrit dans les célébrations du 60e anniversaire de la nationalisation du TNA, une rencontre permettra de présenter les bases du Centre national des archives du théâtre, actuellement en cours de création. Deux tables rondes seront organisées, axées sur le théâtre professionnel et amateur, ainsi que sur les débuts du Festival du théâtre amateur de Mostaganem.

La première table ronde explorera les textes juridiques fondateurs du TNA, avec présenté par le chercheur et critique théâtral Abdelnasser Khallaf. Le journaliste et critique théâtral Rabah Houadef analysera les œuvres produites par le Théâtre National entre 1963 et 1972.

Mohamed Bourahla, écrivain et dramaturge, discutera de l'adaptation et de la traduction dans les œuvres de cette période. Il se penchera sur l'exemple de l'œuvre d'Abdelkader Alloula « Homq Salim ». Le Dr Mohamed Boukeras, chercheur, critique théâtral et directeur Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas), abordera les débuts de la formation théâtrale dans les années 1960.

Le Dr Makhlouf Boukrouh se penchera sur le public du Théâtre national algérien entre 1963 et 1972, tandis que le critique Nadjib Stambouli analysera la critique théâtrale dans la presse algérienne des années 1960. Bouziane Benachour, auteur, dramaturge et critique, présentera une intervention sur l'émergence du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem. Le comédien Abdellah Hamlaoui évoquera les débuts du théâtre amateur en Algérie. Nadjib Stambouli reviendra également sur les troupes théâtrales indépendantes, et le chercheur Ahmed Cheniki partagera son point de vue en tant que témoin de la période 1963-1972. L'événement comprendra aussi des lectures scéniques de cette période, interprétées par la comédienne Mounira Rouabehi Fissa, accompagnée musicalement par Sensabyl Beghdadi. Une exposition présentera des photos, des archives et des maquettes des productions du Théâtre national entre 1963 et 1972. Le TNA a annoncé qu'il se concentrerait cette année sur le lancement de ce projet, en transformant le service des archives existant en un centre national. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine de la numérisation, ce qui devrait grandement faciliter le travail des chercheurs et des passionnés de théâtre.

Selon les organisateurs, l'archive théâtrale est un document conservé relatif à l'histoire du théâtre. « La recueillir, lui affecter un lieu pour y-être déposée, préservée et gérée, c'est protéger sa mémoire artistique et satisfaire les conditions de la recherche scientifique. Mais, c'est surtout, en autorisant la transmission, de génération en génération, d'un héritage culturel, permettre à une société de mieux connaître son passé et de planifier son futur », ont-ils affirmé.

« Les tables rondes du TNA sont destinées à faire connaître le théâtre algérien et à sensibiliser à l'importance de l'archive. Permanentes et évolutives, aux thèmes variés, elles se focaliseront, lors de ce rendez-vous, sur l'activité du théâtre algérien durant la période 1963-1972 », ont-ils expliqué. Au terme des interventions, une personnalité théâtrale connue et reconnue interviendra pour résumer la table ronde et donner son point de vue.

Un jeune artiste exprimera également son regard contemporain par rapport à ce qu'il a retenu de l'évènement. Le public pourra intervenir conformément au règlement organisant les tables rondes. Les interventions, enregistrées et transcrites, alimenteront le fonds d'archives du Centre national des archives du théâtre algérien (CNAT) seront mises à la disposition des chercheurs, des étudiants et des professionnels du théâtre.

Meriem Djouder

FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE POUR ENFANT DE KHENCHELA

12 troupes en lice pour la Boucle d'or



LA 12E ÉDITION du Festival national du théâtre pour enfant s'est ouverte dimanche à la maison de la culture Ali-Souaïhi de Khenchela avec la participation de 12 troupes théâtrales représentant 11 wilayas. Mme Nadia Cheriet, conseillère chargée des études au ministère de la Culture et des Arts, le wali de Khenchela,Youcef Mahiout et le directeur local de la culture et des arts, Mohamed Alouani, ont présidé l'ouverture de cette édition qui se poursuivra jusqu'au 27 juin.

Dans son allocution prononcée au nom de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, Mme Cheriet a appelé les artistes présents «à conjuguer les efforts au service de la promotion du théâtre pour enfant qui vise à consolider le sens de l'appartenance et la citoyenneté chez les générations montantes».

Elle a également affirmé le soutien du ministère de tutelle à toutes les manifestations qui s'intéressent à l'enfant et assurent une production abondante stimulant l'imagination de l'enfant et sa curiosité et semant l'amour pour le théâtre chez cette jeune catégorie de la société.

De son côté, Tarek Achba, commissaire du Festival placé cette année sous le thème «les enfants de la cause, tragédie de la résistance et de l'espoir», a indiqué que l'actuelle édition met en lice quatre jours durant 12 troupes qui rivaliseront pour la Boucle d'or du Festival dont le jury est constitué d'artistes et universitaires spécialisés en théâtre.

Les pièces lancées dans cette compétition sont «Le violoniste» de l'association Besmat El Waiam d'Ain Defla, «Le compagnon d'un héros en carton» de l'association des activités de jeunes de Mascara, «El Merkouma» du théâtre nationale Mahieddine Bachtarzi, «Mouhima Merikhia» du théâtre régional de Constantine, «Moghamarat Abkari» de l'association Zahra pour les arts théâtraux d'Annaba et «El Assifa Echamsia» du théâtre régional de Guelma.

Participent également à cette édition les pièces «Madinat El Alwane» de l'association des activités de jeunes de Kaïs (Khenchela), «Madinat El Malahi» de l'association Anouar Rouiba pour la culture et les arts d'Alger, «Djeha fi Zohal» du théâtre régional de Batna, «Babahoum» de l'association Derb El Mawahib de Tiaret, «Ferdous» du théâtre régional de Tizi Ouzou et «El Ghaba El Adjiba» de l'association des arts dramatiques du théâtre de Skikda.

Dans le cadre de la convention «le théâtre au sein de l'université», un prix spécial au nom de l'ex ministre de l'Enseignement Supérieur Dr. Abdelhak Rafik Brerhi a été institué pour récompenser le meilleur texte de pièce écrit par des étudiants, selon les organisateurs qui ont précisé que 14 étudiants de plusieurs universités rivalisent pour ce prix.

En marge du Festival, un séminaire sera organisé à la salle des conférences de la bibliothèque principale de lecture publique de Khenchela sur «le rôle du théâtre dans l'enracinement des valeurs nationales chez l'enfant» avec la participation de chercheurs et dramaturges outre des ateliers de formation au théâtre de marionnettes et la chorégraphie encadrés par les artistes Kada Benchemissa et Toufik Kara.

La cérémonie d'ouverture du Festival a été marquée par un hommage pour l'invité d'honneur de cette édition le comédien Hamza Feghouli connu sous le surnom «Mma Messaouda» qui a exprimé sa grande joie pour cette distinction et sa présence dans cette wilaya combattante souhaitant le succès pour les troupes participantes.

R. C.

MEETING INTERNATIONAL EN POLOGNE : VICTOIRE DE L'ALGÉRIEN MOHAMED ALI GOUANED EN 1 :44.60

LE DEMI-FONDISTE algérien Mohamed Ali Gouaned a remporté le 800 mètres d'un meeting international d'athlétisme, disputé dimanche après-midi en Pologne, avec le chrono de 1 :44.60, au moment où son jeune compatriote Haïthem Chenitef s'est contenté de la quatrième place, en 1 :45.51. Le podium de cette course a été complété par le Néerlandais Ryan Clark (2e en 1 :45.03) et le Tchèque Jakub Dudycha (3e en 1 :45.14). Une légère régression pour le natif de Biskra, qui avait bouclé en 1 :44.37, le 800 mètres d'un précédent meeting en Pologne disputé jeudi. Un chrono considéré comme un nouveau record personnel pour l'international algérien, à 33 jours du coup d'envoi des JO-2024. Gouaned y est qualifié en compagnie de deux autres demi-fondistes algériens, en l'occurrence, Djamel Sedjati et Slimane Moula, ayant réalisé eux aussi les minimas du « 800 mètres. »

ATHLÉTISME - CHAMPIONNAT NATIONAL OPEN 2024 : RENDEZ-VOUS DU 27 AU 30 JUIN AU STADE SATO

LE CHAMPIONNAT national open 2024 aura lieu du 27 au 30 juin au stade d'athlétisme « SATO » du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Organisé par la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA), ce rendez-vous national est ouvert essentiellement aux athlètes seniors et aux moins de 20 ans (messieurs et dames) qui vont concourir dans plusieurs épreuves de course, de saut et de lancer. À noter que cette édition sera dédiée à la mémoire de Tayeb Meghazi Chaâ, ancien athlète du Mouloudia d'Alger (1924-2010), spécialisé dans les épreuves du 400m et du 800m.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE GYMNASTIQUE : LES MEMBRES DE L'AG ORDINAIRE ADOPTENT LES BILANS DE L'EXERCICE 2023

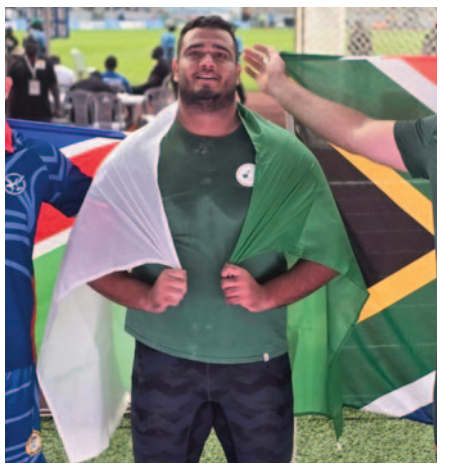
LES MEMBRES de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de gymnastique (FAG), réunis samedi en session ordinaire à Tipaza, ont adopté à l'unanimité les différents bilans de l'exercice 2023, a indiqué un communiqué du directoire de la fédération, nommé en mai 2023, par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). L'Assemblée Générale de la FAG s'est réunie, en session ordinaire, à la salle de conférence du Centre de regroupement et de préparation des élites sportives nationales de Fouka (Tipaza), avec la présence de 32 membres de droit sur les 42 voix délibératives statutaires. Rehaussée par la présence du vice-président du Comité Olympique et Sportif Algérien (COA), chargé de la Commission Juridique, Amar Brahmia et du sous-directeur représentant le ministère de la Jeunesse et des Sports, Azzedine Boudina, la réunion a permis au directoire de présenter et débattre les bilans de l'exercice 2023.

ATHLÉTISME- CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2024 (DOUALA- CMEROUN, 3E JOURNÉE) :

L'or pour Khennoussi, le bronze pour Lahoulou

Le lanceur Oussama Khennoussi et le hurdler Abdelmalik Lahoulou ont offert à l'Algérie deux nouvelles médailles, une en or et une en bronze, ce dimanche à Douala, au Cameroun, à l'occasion de la 3e journée des aux Championnats d'Afrique 2024 d'athlétisme.

C'est le premier titre continental pour Khennoussi au lancer du disque. Après avoir glané l'argent, aux Jeux Africains d'Accra (Ghana), disputés en mars dernier, le sociétaire du CR Belouizdad vient de confirmer sa belle progression en montant sur la plus haute marche du podium dans un concours dominé de main de maitre. Avec un jet estimé à 63.90m, le nouveau patron du lancer du disque a devancé le Namibien, Ryan William (63.87m) et le Sud-Africain, Victor Hogan (56.78m) et signe par la même occasion un nouveau record national. Outre l'or tant convoité, Khennoussi a également gagné de précieux points dans sa quête de qualification pour les Jeux olympiques de Paris 2024. Pour sa part, Lahoulou est monté sur la 3e marche du podium avec un chrono de 49 secondes et 36 centièmes. L'Algérien a été devancé par les deux Botswanais, Victor Ntweng (48.88) et Kemorena Tisang (49.24), respectivement, premier et second de cette finale.



BOUZEBRA RÉCUPÈRE LE BRONZE DU LANCER DU MARTEAU

L'autre bonne nouvelle du jour est venue du lancer du marteau féminin. En effet, Zouina Bouzebra a récupéré la médaille d'argent suite au recours introduit par la délégation algérienne à l'encontre de la Centrafricaine, Xena Ngomateke. Concernant les autres Algériens, engagés dans cette 3e journée des épreuves, Bilal Tabti a fini à la 7e position du 3000m steeple (8 :41.68), alors que son camarade Hichem Bouchicha n'a pas pris part à la finale. Quant à Hadil Rezik, elle sera en lice dans la finale du saut en hauteur et représente une autre chance de médaille. Après trois journées de compétition, l'Algérie compte au total 6 médailles (3 or, 1 argent, 2 bronze), en attendant la prestation de Rezik. Pour rappel, les deux premières breloques en or sont l'œuvre de Zahra Tatar, au lancer du marteau, et de Larbi Bourrada, au décathlon.

De son côté, Chérif Boudoumi a fini deuxième du décathlon également, juste derrière son camarade. Pour rappel, l'Algérie participe à cette 23e édition des championnats d'Afrique seniors d'athlétisme (21-26 juin) avec un total de 20 athlètes (15 messieurs et 5 dames).

TENNIS DE TABLE/ TOURNOI INTERNATIONAL DE TUNIS

L'Algérie avec cinq pongistes à Radès

CINQ PONGISTES (trois messieurs et deux dames) représenteront l'Algérie au tournoi international de tennis de table, prévu du 25 au 30 juin, dans la salle omnisports du stade Radès (Tunis/Tunisie), a appris l'APS dimanche auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FATT). «Nous considérons cette compétition comme une bonne préparation en prévision des échéances internationales importantes à venir, dont les championnats d'Afrique en Ethiopie et les JO 2024 à Paris (France). Les athlètes auront l'occasion de se frotter au haut niveau et cela devrait les aider à mieux progresser», a expliqué le Directeur technique national Chérif Derkaoui. La sélection algérienne se rendra ce lundi en Tunisie, alors que le retour est prévu dimanche prochain, soit juste après la fin de la compétition, a-t-on appris de même source. Parmi les grandes sélections qui seront au menu des Algériens pendant ce tournoi international en Tunisie, celles d'Allemagne et de France, attendues avec leurs athlètes d'élites, qui sont qualifiés pour les JO. «Ce tournoi international en Tunisie permettra également à notre sélection nationale d'engranger quelques points, en cas de bon parcours, et améliorer son classement sur le plan mondial», a encore précisé Derkaoui. Selon la Fédération tunisienne de tennis de table, 118 pongistes (64 messieurs et 54 dames), représentant 26 pays, ont confirmé leur participation à ce tournoi, placé sous l'égide de la Fédération internationale (ITTF) et dont le prize-money s'élève à 80.000 USD. Pour augmenter leurs chances de performance dans cette compétition, les cinq représentants algériens ont effectué deux stages bloqués à Chéraga (Alger) dont le second du 21 au 24 du même mois. De retour de Tunisie, les internationaux algériens disputeront le championnat national 2024 (toutes catégories), prévu du 4 au 6 juillet prochain à la salle omnisports de Tipasa. Pour rappel, l'Algérie a réussi à qualifier deux pongistes aux prochains Jeux olympiques d'été, en l'occurrence Mehdi Bouloussa et Linda Laghribi qui seront appelés à effectuer un dernier stage de préparation en France, juste avant l'entame des JO, pour apporter les derniers réglages avant l'entrée en compétition. S'agissant des jeunes catégories, les sélections nationales des moins de 15 ans et de moins de 19 ans seront appelées à disputer les championnats d'Afrique 2024 au Botswana, du 15 au 21 juillet prochain. A cet effet, elles effectuent deux stages de préparation à Alger. Le premier du 15 au 21 juin à Fouka, et le second du 22 au 26 juin à Chéraga.

CYCLISME- TOUR DE FRANCE

Le duel entre Pogacar et Vingegaard n'aura pas lieu !

ALORS que son équipe a récemment annoncé sa présence sur le Tour de France deux mois et demi après sa grave chute, Jonas Vingegaard ne devrait pas avoir les armes pour rivaliser avec Tadej Pogacar. Le suspense a été levé jeudi. Malgré la lourde chute dont il a été victime sur le Tour du Pays basque et qui lui a valu un pneumothorax, une contusion pulmonaire et une fracture de la clavicule gauche, Jonas Vingegaard sera bien au départ du Tour de France dans une semaine. L'annonce en a été faite par Merijn Zeeman, le manager de Visma-Lease a bike. Pour autant, sa condition demeure très incertaine, après plus de deux mois sans courir. Tout du moins pour rivaliser avec Tadej Pogacar, impressionnant vainqueur du Giro et grandissime favori sur ce Tour 2024. « On a analysé sa progression semaine après semaine, avec son coach Tim Heemskerk, on a imaginé le niveau qu'il pourrait atteindre et il est aujourd'hui en forme, en bonne santé et très motivé. Est-il capable de se battre pour le Maillot Jaune ? On n'a pas de garanties, on est un peu dans le noir sur ce qui est possible pour lui, a d'ailleurs reconnu le dirigeant néerlandais.

« VOUS NE POUVEZ PAS REVENIR AU TOP NIVEAU EN UN MOIS ET DEMI, ÇA N'EXISTE PAS »

« Mais il est assez bon pour tenter le challenge, il fait partie de ceux qui peuvent gagner le Tour », a-t-il pris soin d'ajouter avant de mettre la pression sur le Slovène et son équipe : « On n'a pas la pression de gagner comme l'an dernier, où tout autre résultat aurait été vécu comme une déception. Notre première victoire, c'est d'avoir ces gars-là (Vingegaard et Van Aert, lui aussi de retour) à ce niveau. UAE et Pogacar vont sentir ce qu'on a ressenti l'an dernier, car venir au Tour pour gagner absolument crée beaucoup d'émotions et de la pression. Alors que moi, revoir Jonas avec un dossard me remplit déjà de fierté. » De nombreux observateurs se montrent très pessimistes quant aux chances de Jonas Vingegaard de tenir tête à Tadej Pogacar. « Honnêtement, et même si on n'a pas tous les éléments, je ne vois pas comment il pourrait jouer en tant que leader sur le Tour. Vous ne pouvez pas revenir au top niveau en un mois et demi, ça n'existe pas », a récemment confié à ce sujet Cyrille Guimard auprès du site Cyclism'Actu, ajoutant : « Est-ce nécessaire de mettre Vingegaard au départ du Tour de France plutôt que de le lui laisser quelques semaines de plus pour préparer le Tour d'Espagne ? »

SPORTS-CO ALGÉRIENS ET J.O

Les terribles stats

Si les athlètes algériens qualifiés aux JO 2024 de Paris sont nombreux, les sports collectifs tels que le handball, le basket-ball ou même le football seront bel et bien absents.

Par Rabah Azizi.



Depuis les performances remarquées du onze algérien aux Jeux olympiques de Moscou en 1980 et à Rio de Janeiro en 2016, la sélection algérienne a totalement disparu de la scène olympique. Le football, sport-roi en Algérie, n'a pas réussi à maintenir sa présence sur l'une des plus grandes scènes sportives mondiale, laissant un vide notable. Le handball algérien a également connu un âge d'or avec des participations aux Jeux olympiques en 1980, 1988 et 1996. La team d'Ahcen Djeffal, de Zine Eddine Mohamed Seghir et de Redouane Saïdi, coachés respectivement par le célèbre Aziz Derouaz et Salah Bouchekriou ont réalisé leurs meilleures performances en terminant à la 10e place à Moscou en 1980 et à Séoul en 1988. La dernière participation de la petite balle nationale remonte aux Jeux d'Atlanta en 1996, où il essuyé une courte défaite contre les États-Unis (27-26), se classant à nouveau 10ème. Depuis, l'équipe a été systématiquement éliminée lors des tournois de qualification olympique (TQO), marquant une stagnation inquiétante pour une discipline qui avait autrefois de grandes ambitions et valu au sport national tant de satisfactions. Le volleyball algérien, quant à lui, n'a participé qu'une seule fois à une olympiade d'été et ce, lors des Jeux de Barcelone en 1992. Cette expérience s'est soldée par une 12e et dernière place, et quittant la scène sans la moindre victoire. L'équipe a subi six défaites consécutives et n'a pas réussi à gagner un seul set, démontrant les difficultés conséquentes du jeu à six national sur la scène internationale.

JEU À 5, À 6 OU À 7 : UN ZÉRO POINTÉ

En basketball, l'Algérie n'a jamais réussi à se qualifier pour les Jeux olympiques. Les Algériens du "ballon-panier" ont fait une seule apparition au championnat mondial en 2002 qui s'est soldée par une élimination dès le premier tour après des 3 défaites de suite concédée respectivement face aux USA (60-110), l'Allemagne (70-102) et contre la Chine (82-96) mais, et depuis, sont absents des grandes compétitions internationales. Quant au rugby, la fédération récemment créée n'a pas encore permis à l'Algérie de figurer aux Jeux olympiques. Le Comité olympique algérien (COA) met en avant son rôle d'accompagnement des athlètes dans leur préparation, soulignant que le travail de fond relève des fédérations sportives. Le COA insiste sur le fait que sa mission est de soutenir les athlètes tout au long de leur préparation, mais que la responsabilité des performances sportives revient aux fédérations. Malgré un soutien de fonds, de nombreuses fédérations de sports collectifs peinent à produire des équipes capables de briller aux Jeux olympiques. Une situation qui met en lumière les insuffisances des structures sportives algériennes, puisque les Jeux olympiques représentent un challenge et une véritable mesure de leur efficacité. Le bilan sportif de l'Algérie aux Jeux olympiques frise le quasiment nul, et révèle d'énormes déficiences dans plusieurs disciplines, individuelles mais surtout collectives. Le défi pour les instances sportives algériennes est de concrétiser leur soutien aux athlètes et de convertir les ressources disponibles en succès mesurables sur la scène olympique, afin que l'Algérie puisse retrouver sa place parmi les nations performantes lors des grandes compétitions internationales alors que les comptes ne sont pas bons. Du tout. Mais cela est une tout autre question.

R.A

LE ONZE BELGE A FINI 9E AU CLASSEMENT DE LA SAISON PRINCIPALE 2023-2024

L'USMA donne son accord pour le transfert de Belaïd à Saint-Trond. . .

L'USM ALGER, a annoncé dimanche avoir donné son accord pour le transfert du défenseur international et capitaine d'équipe, Zinédine Belaïd, au club de Saint-Trond VV (Div.1 belge). «Le président du Conseil d'administration Athmane Sehbane, en présence du secrétaire général Sid Ali Yahiaoui, du directeur sportif Billel Dziri, et du coordinateur sportif Hamza Koudri, se sont réunis ce dimanche après-midi avec Belaïd pour évoquer son avenir et sa future destination. La direction s'est engagée à ne pas bloquer le joueur et son ambition, d'une manière à préserver l'intérêt du club, tout en lui délivrant sa lettre de sortie pour opter au profit du club belge de Saint-Trond», indique le club algérois dans un communiqué. Le défenseur central de 25 ans, qui a refusé des offres d'Al-Ahly SC (Egypte) et d'un club saoudien, préfère ainsi embrasser une carrière professionnelle en Europe en optant pour le club de Saint-Trond VV, 9e au classement de la saison principal 2023-2024. «L'USMA remercie l'ensemble des clubs qui ont convoité le capitaine de l'équipe, et lui souhaite beaucoup de succès dans la suite de sa carrière», ajoute la même source. Ayant rejoint l'USMA en 2020, en provenance du NA Husseïn-Dey, Belaïd a contribué à la Coupe de la Confédération africaine, remportée par les «Rouge et Noir» la saison dernière pour la première fois de son histoire, aux dépens des Tanzaniens des Young Africans (aller : 1-2, retour : 1-1). En septembre 2023, Belaïd avait remporté avec l'USMA la Supercoupe d'Afrique des clubs, après la victoire face aux Egyptiens d'Al-Ahly (1-0), au stade d'Al-Taïf (Arabie saoudite). L'enfant de Thénia (Boumerdès) a été convoqué par le sélectionneur de l'équipe nationale Vladimir Petkovic, pour les deux derniers matchs disputés à domicile face à la Guinée (1-2), et en déplacement devant l'Ouganda (2-1), comptant respectivement pour la 3e et 4e journées des qualifications de la Coupe du monde 2026.

LILLE OLYMPIQUE SC :

Adam Ounas, une sortie ratée (bilan 2023/2024)

LA SAISON 2003/2024 du LOSC terminé, il est désormais l'heure pour le11 de passer au crible et d'analyser la performance de chaque joueur à travers des bilans individuels. Au tour d'Adam Ounas, qui restera un immense gâchis. Décryptage.

LE FAIT MARQUANT

Première titularisation, et première grande prestation. Titularisé pour la toute première fois de la saison en Ligue 1 face à Clermont, Adam Ounas marque les esprits. Au sortir du fiasco algérien à la CAN, le Fennec (21 sélections, 5 buts) se remet directement d'aplomb et livre une performance de haute volée à un inhabituel poste d'ailier gauche. Sans se montrer décisif, l'ancien Bordelais est dans tous les bons coups, fait des différences folles par sa technicité et ses petits appuis qui laissent transparaître un vrai coup de mieux physiquement, et reste même impliqué défensivement. Jusqu'à s'imposer comme une réelle alternative à gauche ? La suite lui donnera tort.

SA SAISON EN BREF

Avec Adam Ounas, les saisons se suivent, se ressemblent et se racontent de la même manière. À savoir un joueur au talent certain mais à la mentalité chancelante, l'empêchant de rester dans une condition physique optimale. Quelques coups d'éclats (Nantes, Clermont, Le Havre) viennent parfumer une saison qui, finalement, reste particulièrement amère. Et pour cause, le sentiment de gâchis est toujours le même. Si l'Algérien a bien traversé une belle passe à la fin de l'hiver après n'avoir été rien de plus qu'un joueur de rotation au cours des mois précédents, cette séquence convaincante s'est avérée sans lendemain. La faute à son incapacité à satisfaire les exigences du staff technique qui, après l'avoir laissé déjà pour compte au début de saison, perd confiance et patience et décide de l'écarter définitivement en fin d'exercice. Adam Ounas termine la saison en National 3, dans l'anonymat, avec l'équipe réserve et quelques kilos en trop. Illustration parfaite d'une aventure au LOSC qui aura frustré plus que tout.

LE BILAN STATISTIQUE

En championnat : 17 matches (407 minutes), 1 but, 0 passe décisive, 0 carton jaune
En Coupe de France : 1 match (90 minutes), 0 but, 0 passe décisive, 0 carton jaune
En Ligue Europa Conférence : 4 matches (168 minutes), 0 but, 0 passe décisive, 0 carton jaune

Il est convoité par nombre de grosses écuries européennes : Le tarif de Belloumi dévoilé

L'OM négocierait le transfert de Bachir Belloumi. Farense attendrait 6 millions d'euros pour son transfert. Les dirigeants marseillais paraissent faire de bachir Belloumi l'une de leurs priorités pour renforcer l'aile droite. Selon les informations obtenues par le journaliste Sacha Tavolieri, 6 millions d'euros seront nécessaires pour financer son transfert. Farense n'entendrait en effet pas le brader, alors que son contrat court jusqu'en juin 2027. Bachir Belloumi a marqué 7 buts et délivré 4 passes décisives en 33 matchs de championnat portugais cette saison. Le FC Bruges s'intéresserait aussi à sa situation.

Il revient au bercail : Mustapha Larouci nouveau secrétaire de l'USM Alger

L'USM ALGER, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé dimanche la nomination de Mustapha Larouci en tant que nouveau secrétaire de l'équipe première, chargé de la gestion administrative, dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Mustapha Larouci avait déjà occupé ce poste par le passé, avant de quitter l'USMA pour rejoindre le CR Belouizdad.
Il entamera ses fonctions aujourd'hui, précise la même source. L'USMA a fait l'objet d'un changement radical au niveau de son staff dirigeant, avec la nomination samedi d'Athmane Sehbane à la tête du Conseil d'administration (CA) de la SSPA/USMA, en remplacement de Kamel Hassena, démissionnaire, alors que Billel Dziri a été désigné directeur sportif



Données personnelles : qui collecte quoi ?

Comprendre et éviter la surveillance sur Internet

Vous le savez, nous le savons, navigation web et marchandisation des données personnelles vont de pair. les acteurs et les mécanismes de la collecte de données pour vous aider à comprendre le qui, le pourquoi, et le comment, et ainsi mieux protéger votre vie privée en ligne.

Avant de mettre en place des mesures efficaces contre le pistage, la collecte et le traitement des données personnelles, il faut identifier le « qui », le « pourquoi » et le « comment » de l'équation. Les entités incriminées sont nombreuses, mais on peut les regrouper dans trois grandes catégories : les fournisseurs d'accès à Internet, les sites web et annonceurs, et les GAFAM, dont les méthodes de profilage outrepassent la simple pose de cookies en interne. Tous y trouvent des intérêts différents, qu'il s'agisse de prévention au regard de la sécurité nationale, ou d'alimenter un business model bien huilé. Il existe bien évidemment des méthodes pour en limiter les pratiques abusives et faire respecter votre droit à la vie privée.

Qui collecte vos données privées ?

Les FAI

Porte d'entrée sur le web, les fournisseurs d'accès à Internet ont accès à la totalité des informations privées que vous communiquez de manière directe et indirecte. Adresse IP, dates et heures des connexions, durées des sessions, requêtes DNS transitant via leurs serveurs (sites et pages web consultés), appareil, navigateur et moteur de recherche utilisés, quantité de données envoyées et téléchargées, volume de trafic vers un hôte, en navigation classique comme en navigation privée.

L'ensemble de ces éléments sont considérés comme des données personnelles par le RGPD et la CNIL, c'est-à-dire que les FAI ne peuvent pas s'en servir à des fins commerciales.

En revanche, la loi française oblige les opérateurs de télécommunication à conserver de telles informations pendant un an, et à les transmettre aux autorités compétentes en cas d'enquête administrative et/ou judiciaire. À cela s'ajoutent naturellement toutes les données renseignées au moment de la souscription du contrat auprès du FAI. On pense à l'identité civile de l'internaute, son adresse, son numéro de téléphone, ses informations de facturation, son identifiant en tant qu'abonné. Et rebelote, la loi contraint les FAI à conserver l'ensemble de ces éléments pendant une période d'un an à compter de la date de résiliation du contrat.

On en profite pour rappeler que les FAI ne se contentent pas de délivrer un accès à Internet, mais gèrent aussi les abonnements téléphoniques et leurs propres services de messagerie mail. En clair, ils accèdent à bien plus d'informations que votre seule activité web, et sont pratiquement en mesure d'établir une synthèse complète et très détaillée de votre mode de vie, même en dehors du web. Et ce sans jamais avoir besoin de solliciter votre consentement explicite.

Les sites web et les annonceurs

Une fois sur la toile, la collecte des données ne fait que s'amplifier. Principaux responsables : les plateformes web et les annonceurs. Et pour cause, vos informations personnelles se monnaient à prix d'or puisqu'elles servent de basse de rémunération à la fois pour les éditeurs de contenus qui louent des espaces publicitaires sur leurs sites, les entreprises qui souhaitent vendre leurs services ou produits, et les régies publicitaires qui font le lien entre les deux.

Parmi les données collectées et traitées, on peut bien évidemment citer l'adresse IP, qui donne des informations génériques sur le FAI, la géolocalisation et le type d'appareil utilisé.

La pose de cookies et les méthodes de tracking classiques permettent également de suivre l'activité web au sein du site web consulté, et d'identifier avec précision les centres d'intérêt des visiteurs et visiteuses grâce à un ensemble de métadonnées liées à leur comportement en ligne (date et heure de visite, pages vues, temps resté sur un contenu, récurrence des visites, etc.).

Il existe enfin d'autres méthodes de collecte des données personnelles, plus discrètes et plus difficiles à parer. C'est notamment le cas du fingerprinting, qui repose sur la récupération des informations techniques liées aux paramètres du navigateur et de l'appareil de l'internaute (on estime qu'il n'existe pas deux configurations identiques), ou encore de la pose des pixels-espions, images invisibles permettant de suivre à la trace les activités des utilisateurs et utilisatrices (quand et combien de fois un email publicitaire a été ouvert, par exemple).

Les GAFAM

Les techniques des GAFAM ne sont pas vraiment différentes de celles employées par les sites web et annonceurs, mais elles s'avèrent d'autant plus redoutables que des entreprises comme Google ou Meta opèrent au sein de branches d'activités diverses. Une polyvalence qui leur permet de mettre la main sur quantité de données personnelles très variées qui, une fois recoupées, génèrent des profils d'internautes extrêmement précis, en particulier si vous utilisez plusieurs de leurs services (au hasard, Facebook, Instagram et WhatsApp, ou Gmail, Chrome, Google Search, YouTube, Maps, Android).

Comment lutter contre la surveillance indésirable ?

Adopter de bonnes pratiques de navigation La première chose à faire, c'est de mettre en place de nouvelles habitudes de navigations pour leurrer les sites web et annonceurs.

On peut, par exemple, privilégier le mode incognito de son navigateur (suppression automatique de tous les mouchards et historique de navigation à la fin de la session web), prendre le temps de refuser tous les cookies non essentiels quand une bannière RGPD requiert une configuration manuelle, changer de site quand le choix se résume à accepter tous les cookies ou payer, bloquer toutes les demandes d'autorisation émanant des plateformes web visitées (envoi de notifications, accès à la géolocalisation, etc.), verrouiller les réglages de sécurité de son navigateur pour bloquer automatiquement les cookies tiers et trackers, installer un bloqueur de publicité et de suivi en ligne, ou encore opter pour un navigateur capable de contrer les techniques de fingerprinting (Tor Browser, Brave, Firefox).

Un VPN pour tout verrouiller sans compromis

Angle mort de la protection des données personnelles, les FAI sont le dernier obstacle contre lequel il est difficile de s'opposer. Et pour cause, ce sont eux qui attribuent des adresses IP à vos équipements, ils possèdent quantité d'informations que vous n'avez d'autre choix que de leur communiquer à la souscription du contrat, et c'est par eux que transitent connexions et trafic avant même d'être relayés sur le web. Mais surtout, ils constituent un passage obligé pour pouvoir accéder à Internet.

NordVPN : un écosystème dédié à la protection des données privées

Établi au Panama, pays tombant sous le joug de lois très strictes concernant le droit à la vie privée et à l'anonymat en ligne, NordVPN fait partie des réseaux privés virtuels grand public les plus sécurisés. Administrant un parc réseau de plus de 6000 serveurs RAM 10 Gb/s répartis dans 61 pays, propriétaire de ses registres DNS, il offre de bonnes vitesses de connexion et fait la part belle à de nombreuses technologies innovantes, destinées à renforcer davantage la protection des données personnelles.

On pense par exemple à NordLynx, protocole maison basé sur WireGuard et compatible AES-256, plus léger et rapide qu'OpenVPN, mais tout aussi fiable, ou encore à ses nombreux équipements spécialisés (serveurs Tor, double VPN et obfusqués) qui permettent de mieux brouiller les pistes.

Comment le New York Times compte mettre de l'IA générative dans sa rédaction



Technologie : Le NYT va utiliser de l'intelligence artificielle générative (IA) pour produire et distribuer des articles. Il est en train de constituer une équipe à cet effet, malgré ses déboires avec OpenAI.

Le NYT met sur pied une équipe chargée d'utiliser l'IA générative dans la salle de rédaction. L'équipe se nomme "AI Initiative".

"L'équipe se concentrera sur le prototypage de nouvelles technologies, y compris l'IA générative et l'apprentissage automatique, afin d'améliorer la façon dont nous fournissons des contenus d'information aux lecteurs du monde entier", a déclaré Jack Seward, responsable de "AI Initiative".

À cette fin, le NYT va recruter des ingénieurs logiciels, des développeurs spécialisés dans l'IA, des concepteurs et des rédacteurs. Il a publié des postes à pourvoir de rédacteur en chef adjoint pour les initiatives en matière d'IA et de rédacteur en chef chargé de la conception. Une fois recrutée, l'équipe commencera à développer des outils d'IA générative pour le reportage, l'édition et la distribution de contenu.

Tester des usages et préserver les journalistes professionnels

Toutefois, le NYT souligne dans un communiqué interne que "même si nous utilisons l'IA dans notre travail, nous nous en tiendrons toujours à notre conviction journalistique selon laquelle les journalistes professionnels rapportent, écrivent et éditent".

Il faut dire que Le NYT a déjà eu sa part de problèmes avec l'IA générative.

L'entreprise est particulièrement préoccupée par le fait qu'OpenAI utilise ses articles sans autorisation pour entraîner ses modèles. Au point de porter l'action en justice.

Il a aussi été le premier organe de presse à bloquer les robots d'exploration du web d'OpenAI.

Quel avenir pour Windows (et Surface) suite au départ de Panos Panay ?



Le départ de Panos Panay au poste de responsable de Windows et de la gamme Surface va-t-il réorienter les plans de Microsoft pour l'avenir ?

Le boss de Windows et de Surface. Si cette démission nous paraît quelque peu précipitée, c'est parce que l'homme annonçait récemment son enthousiasme à l'idée de participer à l'évènement consacré à la gamme Surface prévu le 21 septembre prochain.

Que va-t-il advenir de la gamme Surface ?

Faut-il s'attendre ou espérer de nombreux bouleversements avec l'avènement de Windows 12 et l'émergence de l'IA ? La popularisation du Cloud ne va-t-elle pas rogner sur les ambitions de la société en matière de hardware ? Nous allons tenter d'aborder chacune de ces questions dans cet article.

Qui est Panos Panay, le père de la gamme Surface ?

Dans la vaste industrie des nouvelles technologies, les départs de figures emblématiques, particulièrement au sein de grandes sociétés, sont souvent la matérialisation de nombreux bouleversements. Panos Panay, lui, a toujours porté à bout de bras les ambitions de la gamme Surface.

C'est à lui qu'est revenue la lourde tâche de présenter les nouveaux appareils pour la première fois, en 2012, et qui s'est assuré de mener à bien la promotion des Surface durant les années qui ont suivi. Plus de dix ans après le lancement de la gamme, c'est encore lui qui était supposé présenter les futurs produits dans quelques jours.

Panay a débuté sa carrière chez Microsoft en 2004 en tant que directeur de programme de groupe.

Des années plus tard, et après avoir assuré le développement de la gamme Surface, il embrassera, en 2018, le rôle de chef de produit. Ces deux dernières années, après avoir supervisé le développement de Windows 11, ses réussites au sein de l'entreprise l'ont amené à devenir le vice-président de l'équipe dirigeante, notamment en charge de conseiller le P.-D.G. de la société, Satya Nadella. Mais après 19 années de bons et loyaux services, Panos Panay quitte Microsoft pour rejoindre les rangs de Amazon, et ainsi remplacer Dave Limp en tant que patron d'Amazon Echo et Alexa.

Yusuf Mehdi pour reprendre les rênes de Windows et Surface

L'évènement organisé par Microsoft le 21 septembre prochain marquera le début d'une nouvelle ère pour les appareils Surface et les systèmes d'exploitation Windows. Placée sous une toute nouvelle direction, la responsabilité des activités Windows et Surface sera désormais entre les mains de Yusuf Mehdi, qui n'est autre que le visage en charge du marketing grand public au sein de la firme de Redmond. Voilà bientôt 32 ans qu'il officie chez Microsoft, puisqu'il y a fait ses débuts en janvier 1992. Mais si ce nom vous semble familier, c'est peut-être parce que c'est lui qui était au centre de l'échec de la campagne TV de Microsoft, en 2013, à l'occasion de la présentation de la Xbox One.

Au fil des années, et après une succession de faux pas de la part de Microsoft, Yusuf Mehdi s'est engagé dans un plan de reconquête des consommateurs. La firme américaine, sous sa direction, a alors pris l'initiative de tirer un trait sur les erreurs du passé en admettant la fin définitive des Windows Phone et en cessant la fabrication de Kinect, qui vient d'ailleurs de mourir une nouvelle fois.

Fort heureusement, tout ne reposera pas sur les seules épaules de Yusuf Mehdi. Certaines des responsabilités de Panos Panay seront également transmises à Pavan Davuluri, qui dirige une équipe composée de nombreux talents ayant joué un rôle dans le développement de la gamme Surface, dont Ralf Groene, Stevie Bathiche et Robin Seiler. Si tout cela se veut plutôt rassurant quant à l'avenir, certaines zones d'ombre gravitent encore autour des appareils Surface. Mais nous y reviendrons plus en détail après avoir abordé la question de l'intelligence artificielle.

Windows 12, Cloud et intelligence artificielle : un tournant majeur à venir pour Microsoft ?

Nous le savons, Windows 12 est actuellement en cours de développement. Pas plus tard qu'en juin dernier, la future version de l'OS a d'ailleurs été aperçue dans un document officiel. Si Windows 12 catalysera l'essentiel des nouveautés en matière d'intelligence artificielle, Windows 11 a d'ores et déjà entrepris ce tournant.

Que ce soit avec l'intégration de Bing Chat au sein de la barre de recherche en mars dernier, ou bien avec l'arrivée prochaine de l'assistant virtuel Copilot dans la mise à jour Windows 11 23H2, il ne fait plus l'ombre d'un doute que l'avenir se construira autour de l'IA chez Microsoft, avec ou sans Panos Panay à la tête de la branche Windows.

Pour preuve, la boîte dirigée par Nadella est actuellement en train de composer une toute nouvelle équipe dont la mission consistera à créer des services Web basés sur l'intelligence artificielle.

Baptisée « Windows and Web Experiences », cette équipe, dirigée par Mikhail Parakhin, qui s'est notamment concentré sur Bing Chat au cours de ces derniers mois, devrait avoir pour principale mission de réorienter les systèmes d'exploitation Windows et le matériel Surface vers le chemin de l'IA. Les premières esquisses de cette nouvelle philosophie devraient émerger dans quelques jours, lors de l'évènement spécial à New York.

Si le départ de Panos Panay peut donc paraître abrupt, la direction de Windows semble, sur le papier du moins, entre de très bonnes mains. Mais la gamme Surface pourra-t-elle en dire autant ?

Quel avenir pour les appareils de la gamme Surface ?

Une question peut légitimement se poser : l'IA ne va-t-elle pas prendre le dessus sur le développement de nouveaux appareils au sein de Microsoft ? L'intérêt de Panay pour l'innovation a toujours été l'un des principaux moteurs de la gamme Surface. Son départ, couplé à la stratégie émergente du géant américain d'aller de plus en plus vers l'IA, peut aisément laisser penser qu'il n'y aura plus autant de place pour les ordinateurs 2-en-1 que par le passé.

Pour aller dans ce sens, le Surface Neo est totalement porté disparu et Microsoft a enterré son Surface Duo dans une indifférence absolue. Nous savons par ailleurs que les revenus des appareils Surface se sont effondrés durant cette année 2023, au même titre que les ventes de PC.

Pour couronner le tout, en janvier 2020, Satya Nadella affirmait sur le ton de l'humour que Windows pourrait à l'avenir être renommé en « Azure Edge », cela afin d'indiquer la place prépondérante occupée par le Cloud au sein des services Microsoft.

Il y a de cela plusieurs mois, nous vous évoquions même la possibilité de voir un jour Windows être entièrement porté dans le Cloud, cela afin de proposer aux utilisateurs une expérience unifiée depuis n'importe quel appareil. Un chemin déjà été emprunté par Microsoft avec Windows 365.

À l'heure où sont écrites ces lignes, l'avenir demeure encore très incertain. Néanmoins, il ne devrait clairement pas manquer de nous surprendre. Gageons à présent que de premiers éléments de réponse se dessineront dans quelques jours, lors de l'évènement consacré aux appareils Surface et aux dernières innovations en matière d'intelligence artificielle…

Depuis 1948, 100 avions ont disparu en plein vol et n'ont jamais été retrouvés !



La dernière disparition est celle du vol MH370 de Malaysia Airlines qui transportait 239 personnes et qui a été porté disparu depuis le 8 mars 2014. Sa disparition est de loin la plus grande catastrophe inexpliquée de l'aviation. Pourtant, de telles disparitions ne sont pas si fréquentes. En effet, selon les registres rassemblés par le Réseau de la sécurité aérienne (Aviation Safety Network), 100 avions ont disparu en plein vol et n'ont jamais été retrouvés depuis 1948. Certains des plus remarquables incluent :

Un Lockheed L1049, affrété par l'armée américaine pour emmener des soldats au Vietnam, a disparu à mi-vol en mars 1962, après avoir ravitaillé une base aérienne. Il y avait 107 personnes à bord. Aucune épave n'a été trouvée dans une recherche à grande échelle de huit jours du Pacifique.

Un Boeing 707 : En janvier 1979, un vol de fret opéré par le transporteur brésilien Varig a disparu dans le Pacifique Nord peu après avoir décollé de Tokyo pour le Brésil. Six membres brésiliens étaient à bord. L'avion n'a jamais été retrouvée.

Un Boeing 727, Angola, 2003: Cet ancien avion de ligne d'American Airlines a été loué à une compagnie aérienne angolaise avant d'être mis hors service à l'aéroport de Luanda pour non-paiement des factures. Un mécanicien américain était la seule personne connue pour être à bord de cet avion en mai 2003 pour un test. Sans transpondeur, l'avion a disparu dans l'Atlantique et n'a jamais été retrouvé.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant

Un dragon géant installé sur l'Empire State Building pour la promo de la série "House of the Dragon"



King Kong peut aller se rhabiller. Pour la promotion de la nouvelle saison de "House of the Dragon", dont la deuxième saison a débuté ce lundi sur HBO Max, un immense dragon gonflable a été installé sur la pointe de l'Empire State Building, à New York.

Une immense version de Vhagar, le dragon d'Aemond Targaryen dans la série, est apparue dimanche, enroulée autour du sommet de l'emblématique gratte-ciel. Pour fixer ce dragon gonflable de près de 83 mètres d'envergure, pas moins de 153 points d'ancrage et 600.000 points de couture ont été nécessaires, indique le New York Post.

De nombreuses images du faux animal drapé autour du building ont été partagées sur les réseaux sociaux par des New-yorkais dubitatifs. Certains ont pu l'apercevoir jusqu'à Jersey City, dans le New Jersey.

L'installation rappelle l'ascension du gratte-ciel par un autre monstre de fiction - le singe géant King Kong qui a escaladé le bâtiment dans le film de 1933.

L'Empire State Building abritait également une exposition temporaire sur l'univers de la série "Game of Thrones", qui s'est clôturée ce mardi. En entrant dans le hall, les visiteurs étaient accueillis par un trône de fer plus vrai que nature.



Un nageur français se déboite l'épaule en célébrant sa qualification olympique



LE NAGEUR français Rafael Fente Damers, qui venait d'obtenir sa qualification pour les Jeux de Paris sur 100 m nage libre, s'est déboité l'épaule en célébrant sa performance mardi aux Championnats de France de natation. Fente Damers a pris la deuxième place de la finale de la course reine dans un temps de 48 sec 14, soit 2/10e de mieux que le temps exigé pour valider son billet pour les JO.

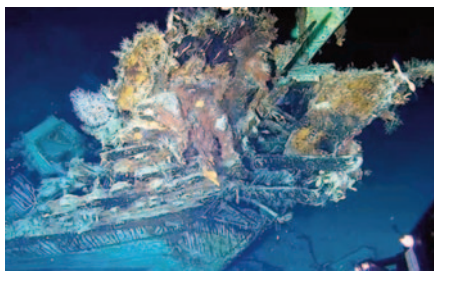
Colombie

L'épave la plus convoitée du monde et ses milliards de dollars excite trop les appétits pour être remontée

Situé à 600 mètres au fond des eaux colombiennes, le San José est au cœur d'une bataille diplomatique et juridique.

TRÉSOR - C'est tout simplement l'épave connue la plus chère du monde. Émeraudes, porcelaine de la dynastie Qing, pièces d'or et d'argent… Les cales du galion San José regorgent de richesses. C'est ce qu'ont montré des images inédites filmées en 2022 par le gouvernement colombien. Mais alors que l'on craignait que le site soit pillé malgré la localisation tenue secrète, le gouvernement colombien s'est voulu rassurant dans une conférence de presse le 5 juin dernier.

Suite à une première phase d'exploration commencée en février, il a été confirmé que le galion espagnol est bien intact. Il n'a donc pas bougé depuis 1708, année où ce bateau colonial a



sombré. Pour s'en assurer, une équipe de chercheurs a envoyé des robots à une profondeur de 600 mètres, là où repose l'épave, pour le filmer et le photographier.

Non intrusive, cette première étape ne comprend pas « d'excavation ni d'intervention », a expliqué à la RTS Maria Victoria Uribe, directrice de l'institut colombien d'anthropologie et d'histoire. Un choix fort, alors que les richesses de cette épave sont estimées entre 10 et 20 milliards de dollars.

Bataille juridique

Avec une telle valeur, le San José attire de nombreuses convoitises. Il est même au cœur d'une bataille diplomatique. Puisqu'il se situe dans ses eaux territoriales, la Colombie a pu déclarer en mai que l'épave se trouvait dans une « zone archéologique protégée ». Cela garantit « la protection du patrimoine par sa préservation à long terme et le développement d'activités de recherche, de conservation et de valorisation » a déclaré le ministère de la Culture colombien.

De son côté, l'Espagne revendique également la propriété du navire, car le droit international reconnaît qu'une épave est la propriété de l'État dont elle a battu le pavillon. À cela s'ajoute également le groupe indigène bolivien Qhara Qhara. Il affirme que les métaux précieux à bord proviennent de ses terres, ce que le président colombien a en effet reconnu l'année dernière.

Pour complexifier encore un peu plus cette bataille juridique, un quatrième larron s'est invité à la fête : Sea Search Armada, une société privée américaine. Elle réclame 10 milliards de dollars à l'État Colombien car elle prétend avoir trouvé l'épave en premier, en 1982.

Le courant d'Huchet, la petite Amazonie des Landes



Journée dans les Landes de Nicolas Calmel

Ce fleuve qui serpente au coeur d'une forêt luxuriante ne se découvre qu'en barque. À deux pas de l'océan, les troncs sont moussus, les fougères géantes, les lianes enchevêtrées et le dépaysement garanti.

On se penche bien en avant, on fait la révérence, s'il vous plaît !", alerte Cyril Graux. Il était temps. Son passager évite de justesse le tronc d'un aulne qui enjambe la rivière. "Ici, on élague juste ce qu'il faut pour assurer un passage entre les arbres", explique le batelier, en short et pieds nus dans son embarcation, en appuyant sur son petit palot (perche). Sa galupe, une barque à fond plat, glisse tout en douceur."On avance à quatre kilomètres par heure", poursuit celui qui guide les visiteurs sur cet étonnant cours d'eau qui serpente sur neuf kilomètres et dont la première descente à vocation touristique remonte à 1905.

Immersion dans le monde mystérieux du courant d'Huchet

C'est à cette époque en effet que le poète et journaliste bordelais Maurice Martin, inventeur du choronyme Côte d'Argent pour qualifier le littoral aquitain, organisa des expéditions dans le monde merveilleux du courant d'Huchet, qui, dans les Landes, relie le lac de Léon à l'Atlantique. Il invita alors à bord des "petites barques vaillantes" conduites par des bateliers pêcheurs, des artistes et des intellectuels. Parmi eux, l'écrivain franco-belge J.-H. Rosny, auteur de La Guerre du feu, s'enthousiasma dans un article publié en 1911 dans L'Illustration : Quand le courant a bien suivi le pied des grandes dunes, comme aurait fait un fleuve majestueux, il s'enfonce soudain dans une impénétrable forêt de vergnes [terme régional désignant les aulnes]. Sait-on si l'on en sortira ?

Il est vrai qu'une fois embarqué dans cet univers étrange et silencieux, on ose à peine respirer de peur de déséquilibrer la frêle galupe.

On flotte au milieu des feuillages et des racines des cyprès chauves dressées comme un jeu de quilles. Un monde où l'eau, douce et farouche, creuse ses méandres vers l'océan, où la végétation foisonnante piquetée d'osmondes royales (ou fougères fleuries), de nénuphars et d'hibiscus des marais compose un tableau impressionniste.

L'esprit de compagnonnage des bateliers

Comme Cyril Graux, la majorité des 35 bateliers du courant partagent leur temps avec un autre emploi.

Pour certains, c'est la réalisation d'un rêve. Nicolas Darricau était ingénieur dans le bâtiment avant de revenir au pays et tenter sa chance. "J'ai postulé et ça a marché !, raconte-t-il. J'ai appris à ramer avec les anciens.

Chacun raconte une histoire du courant à sa façon. Certains parleront de botanique, d'autres de faune, d'autres encore de contes et de légendes locales." Jean-Marie Duc, dont on ne compte plus les années de service, explique, lui, qu'il a appris à ramer avec Tito, le fils d'André Labadie, dit "Dédé". Cette figure locale, cinquante-deux ans de métier, dont on voit la photo en noir et blanc au bureau d'accueil, est à l'origine, en 1982, du groupement des bateliers du courant. C'est Dédé qui a initié l'esprit de compagnonnage de ces passeurs de rêve, dont la devise, "à part égale pour tous ceux qui travaillent la journée", est l'une des fiertés.

À cheval sur les communes de Léon, Moliets-et-Maa et Vielle-Saint-Girons, le courant d'Huchet fait partie de ces cours d'eau landais, exutoires des étangs littoraux, qui creusent leur lit dans la forêt, au milieu des dunes, au gré des tempêtes et du sable, avant de se jeter dans l'océan. Sa singularité est d'être la seule rivière du golfe de Gascogne dont l'embouchure n'a pas été fixée. Jusqu'en 1822, il se jetait plus au nord à Huchet – dont le nom provient de "huche", un instrument dont on se servait jadis pour harponner les anguilles. Aujourd'hui, l'embouchure se situe à Moliets, un petit kilomètre plus au sud.

Les lieux abritent plusieurs espèces : des visons, loutres et tortues

"Par ailleurs, c'est le seul des quatre courants des Landes à être classé en réserve naturelle nationale depuis 1981, précise François Faure, le conservateur de la réserve. Depuis, le site a peu changé mais il est plus fréquenté, 100 000 visiteurs par an. Seuls les bateliers sont autorisés à y naviguer pour limiter les activités nautiques et protéger les habitats naturels." Les lieux abritent des espèces comme le vison et la loutre, la coronelle girondine – un serpent nocturne qu'on a toutefois peu de chance de croiser –, et la cistude d'Europe, une tortue d'eau douce.

Depuis deux saisons, ce n'est plus au débarcadère du lac de Léon mais au pont de Pichelèbe qu'il faut prendre le départ de la descente du courant. Les bateliers ont modifié temporairement le parcours pour éviter le passage de la Nasse, le barrage régulant le niveau de l'étang, infranchissable depuis des récents travaux de rénovation.

"C'est dommage car on ne peut plus descendre la partie amont, la plus ouverte avec la traversée des canes [zones de roseaux] au fond du lac, mais aussi la partie qui longe les grandes dunes, la ligne des tucs [collines, en gascon] recouverts de végétation", remarque Cyril Graux. Après un peu plus d'une heure de descente sous le dôme de feuillage, Cyril fait demi-tour au niveau d'Huchet, l'ancienne embouchure. Le courant lui, comme happé par l'appel du large, continue sa route vers l'océan que l'on entend gronder là, derrière les dunes de sable.

Un puissant séisme a dévié le cours du Gange il y a 2 500 ans, laissant derrière lui des "volcans de sable"

En analysant la composition de séismites de type "volcans de sable" dans le sol du Bangladesh, des scientifiques ont découvert qu'un puissant tremblement de terre avait dévié le cours du Gange il y a 2 500 ans. Un exemple frappant "d'avulsion", c'est-à-dire de changement brutal du tracé d'un fleuve. Considéré comme sacré par plus d'un milliard d'habitants du monde indien, et pas seulement les hindous (Géoconfluences, 2023), le Gange fait surtout parler de lui pour la pollution massive de ses eaux par les rejets industriels, les pesticides et le plastique. Laquelle n'empêche pas les croyants de s'y baigner, voire de la boire, pour se laver de leurs péchés.

Une nouvelle étude lève aujourd'hui le voile sur l'histoire de ce fleuve, long de 2 500 kilomètres entre le glacier de l'Himalaya où il prend sa source et le delta qui porte son nom. Un passé bien plus tumultueux qu'on ne le pensait, car marqué par un puissant séisme qui dévia son cours il y a quelque 2 500 ans (Nature Communications, 17 juin 2024).

"N'importe qui se trouvant au mauvais endroit au mauvais moment aurait pu se trouver inondé", souligne Mickael Steckler, co-auteur de l'étude, géophysicien à la Columbia Climate School de l'université de Columbia, États-Unis (communiqué).

D'après ces travaux, il s'agirait d'un exemple frappant "d'avulsion", c'est-à-dire de changement brutal du tracé d'un fleuve. Si les séismes en sont parfois la cause, le cas du Gange s'avérerait toutefois singulier. "Il n'avait pas été confirmé jusqu'ici que les tremblements de terre pouvaient provoquer l'avulsion au sein de deltas, en particulier pour un fleuve (aussi) immense", note ainsi la Pr Elizabeth "Liz" Chamberlain de l'université néerlandaise de Wageningen, première auteure de l'étude.

Un séisme de magnitude 7 à 8

L'équipe s'est lancée sur la piste de l'avulsion après avoir découvert en 2018, dans le sol creusé pour un futur étang à une centaine de kilomètres au sud de la capitale du Bangladesh, la présence de "volcans de sable", c'est-à-dire de cordons verticaux de sable clair traversant des couches horizontales de boue plus sombre.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Les douleurs neuropathiques sont d'origine très variées et difficiles à soulager. Des traitements médicamenteux et non-médicamenteux permettent de diminuer ces douleurs.



Douleurs neuropathiques : peuvent-elles disparaître ?

Définition : qu'est-ce qu'une douleur neuropathique ?

"Une douleur neuropathique est une douleur liée à une lésion ou à un dysfonctionnement du système nerveux périphérique (nerfs) ou central (voies nerveuses remontant de la moelle épinière jusqu'au cerveau)". Les douleurs neuropathiques sont le plus souvent des douleurs séquellaires d'une agression nerveuse générant une hyperexcitabilité du nerf alors que les douleurs nociceptives sont dues à la survenue et la persistance d'une inflammation.

Quelles sont les causes des douleurs neuropathiques ?

Les causes des douleurs neuropathiques sont très vastes. "Ce sont toutes les maladies ou traumatismes qui touchent un nerf ou une voie nerveuse" informe le médecin. Parmi les causes les plus courantes de douleurs neuropathiques on trouve le diabète avec des douleurs neuropathiques sur les mains et les pieds, les douleurs séquellaires de zona, les douleurs neuropathiques post-opératoires lorsqu'un nerf a été comprimé ou sectionné, les douleurs neuropathiques secondaires à un Accident Vasculaire Cérébral ou à une sclérose en plaque.

"Les cancers sont également très pourvoyeurs de douleurs neuropathiques : une tumeur est susceptible de comprimer ou infiltrer un nerf ; les chimiothérapies et radiothérapies au long cours peuvent être toxiques pour les nerfs" ajoute le Dr Créac'h. Beaucoup d'autres maladies peuvent entraîner des douleurs neuropathiques : insuffisance rénale, insuffisance hépatique, Les carences en vitamines sont également des causes de douleur neuropathique de même que la prise répétée d'alcool.

Quels sont les symptômes du diabète ?

En France, on estime qu'un million de personnes vivraient avec un diabète sans le savoir. Connaître les symptômes et les complications de cette maladie chronique permet de mieux la contrôler. Quels sont les signes physiques ? Nerveux ? De la peau ? Chez la femme ? L'homme ? Du diabète de type 1 ou 2 ? Le point avec nos experts.

Zona : symptômes, photo des boutons, traitement, contagieux ?

Ophtalmique, intercostal... Le zona se manifeste par des éruptions de boutons ou plutôt de vésicules sur le thorax, le visage et le corps. Il est lié à la réactivation du virus de la varicelle qui se propage par les nerfs. Symptômes, contagion, traitements... Le point avec le Dr Jean-Luc Rigon, dermatologue-vénérologue.

Le stress augmente-t-il les douleurs neuropathiques ?

"Le stress peut être un facteur aggravant des douleurs neuropathiques mais n'en est pas la cause" signale le Dr Créac'h. "Le stress induit des contractions musculaires qui augmentent le niveau de douleur neuropathique" explique-t-elle. De façon générale, tous les facteurs de vie péjoratifs, comme les troubles du sommeil, l'anxiété majorent ces douleurs.

Quels sont les symptômes des douleurs neuropathiques ?

La douleur neuropathique concerne une zone innervée par un nerf. "Le nerf en essayant de récupérer a tendance à devenir hyperexcitable ce qui entraîne des douleurs de type brûlure ou au contraire de sensations de froid douloureux, avec une impression de compression avec des sensations de décharges électriques, des crampes, des démangeaisons" décrit le Dr Créac'h.

Les douleurs neuropathiques sont caractérisées également par une allodynie (douleur provoquée par un stimulus qui ne cause habituellement pas de douleur) ou une hypoesthésie à la douleur (perte de sensibilité).

Hypoesthésie : définition, traitement, le signe de quoi ?

L'hypoesthésie est un trouble de la sensibilité corporelle. Quelles sont ses causes ? Symptômes ? Comment la traiter ? Le point avec le Pr Emmanuelle Duron, neurologue-gériatre à l'hôpital Paul Brousse et chercheuse à l'INSERM au sein de l'unité MOODS.

Comment se débarrasser des douleurs neuropathiques ?

La douleur neuropathique fait partie des douleurs chroniques. "Il n'est pas possible de régénérer le nerf aussi il est impossible de supprimer la douleur neuropathique sauf dans les cas dans lesquels la compression du nerf est arrêtée, par exemple si une tumeur qui comprime un nerf voit son volume diminué par les traitements" informe la spécialiste. En revanche, il est possible de diminuer les douleurs neuropathiques avec des stratégies médicamenteuses (anti-épileptiques, antidépresseurs, emplâtres d'anesthésiques locaux, patch à la capsaïcine) et non médicamenteuses (neurostimulation transcutanée ou cordonale, stimulation magnétique transcrânienne (rTMS) dans les centres de la douleur).

"Les morphiniques sont à éviter en revanche car ils ces médicaments déclenchent souvent des hyperalgies au long cours" informe le Dr Dr Christelle Créac'h.

Quels sont les traitements naturels des douleurs neuropathiques ?

"Toutes les techniques qui améliorent le bien-être et relaxent sont bénéfiques pour les personnes souffrant de douleurs chroniques dont les douleurs neuropathiques" indique la spécialiste. L'autohypnose par exemple peut permettre de mettre la douleur en sourdine le temps de la séance ou de réduire à plus long terme des facteurs aggravants de la douleur comme l'insomnie et les contractures liées au stress. En revanche, les traitements dits naturels n'ont pas prouvé d'efficacité reconnue par rapport au placebo, y compris le CBD qui a un effet très faible sur les douleurs neuropathiques.

Cela n'empêche pas d'essayer des remèdes naturels, en sachant les arrêter si cela n'a pas d'effet. "Il peut y avoir un effet placebo" explique le médecin qui souligne que chaque personne souffrant de douleur neuropathique trouve des solutions personnelles.

Autohypnose : sommeil, stress, pour maigrir, quels dangers ?

L'autohypnose consiste à entrer en état d'hypnose par soi-même.

Elle permet par exemple de se reconnecter à soi et de mettre de la distance avec les attentes du monde extérieur pour réduire le stress. Guide pratique avec Kévin Finel, co-fondateur et directeur de l'Académie de recherche et de connaissance en hypnose Ericksonienne.

Qui consulter pour les douleurs neuropathiques ?

Les médecins généralistes et tous les spécialistes peuvent faire le diagnostic de douleurs neuropathiques. "Les médecins généralistes peuvent déjà mettre en place beaucoup de choses et notamment prescrire les traitements de première ligne (antiépileptiques et antidépresseurs ayant une action sur la douleur)" informe le Dr Créac'h. Lorsque ces traitements ne suffisent pas, mieux vaut consulter en centre de la douleur pour bénéficier d'une prise en charge globale et de techniques plus complexes qui ne peuvent pas être réalisées ailleurs : capsaïcine fortement dosée, neurostimulation transcutanée, stimulation magnétique transcrânienne (rTMS). Le Dr Créac'h recommande aux personnes ayant un cancer et souffrant de douleurs neuropathiques de demander à bénéficier de soins de support. "Les professionnels des soins de support sont habituées à gérer ce type de douleurs" explique-t-elle.

Les douleurs neuropathiques peuvent-elles disparaître ?

Il peut y avoir des améliorations conséquentes mais il est rare que les douleurs neuropathiques disparaissent, hormis dans quelques cas.

"Si un nerf compressé ne l'est plus le nerf peut réparer" indique par exemple le médecin. "Beaucoup de patients qui ont des douleurs neuropathiques depuis 20 ans décrivent des douleurs moins intenses.

Ils gèrent mieux leur douleur" informe le médecin qui explique que si on accepte de vivre avec les douleurs neuropathiques on va mieux.

"Il y a beaucoup de recherches en clinique sur différentes techniques nouvelles pour soulager les douleurs neuropathiques et l'industrie pharmaceutique continue à développer de nouvelles molécules ce qui ouvre des perspectives intéressantes pour les années à venir".

BIEN-ÊTRE













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Magazine politique France - 2024 — TF1
Législatives : le débat

21h00 Magazine de la santé - Qui dort perd ! — 2
La grande expérience du sommeil

20h55 Football : Euro 2024 Saison 2024 — M6
Angleterre / Slovénie

21h00 Drame Canada - Italie ,2023 — CANAL+
La Tresse

21h00 Série policière — W9
États-Unis - 2022
FBI

21h00 Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
États-Unis 2003 - Terminator 3 :
le soulèvement des machines

21h10 Comédie — 6ter
France - 1984
La Vengeance du serpent à plumes

20h50 Film d'aventures - États-Unis 2015 — CINE+ PREMIER
Au coeur de l'océan

21h20 Série policière - États-Unis 2022 — C8
S.W.A.T. Saison 6

21h10 Thriller Corée du Sud - 2022 — CINE CINEMA
Remember

21h00 Film documentaire — CINE+ FAMIZ
France - 2023
Les gardiennes de la planète

21h20 Film fantastique — TMC
Etats-Unis - 2012
The Amazing Spider-Man

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'action Royaume-Uni - 2020
Saison 1 Épisode 8

Gangs of London

Sous le choc des révélations de la veille, ne pouvant plus compter sur ses anciens alliés, la famille Wallace se retrouve traquée. Alors que Marian conçoit un plan pour s'enfuir de la ville, Sean a une décision à prendre.

22h48

Série d'action Royaume-Uni - 2020
Saison 1 Épisode 9

Gangs of London

Les enquêteurs interrogent Elliot pour savoir ce qui s'est passé à l'hôtel Reno et ce que Sean Wallace lui voulait. De vieux conflits sont réglés et de nouvelles alliances se forment. Elliot prend une décision importante.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:07	12:32	16:24	19:52	21:41
CONSTANTINE	03:15	12:36	16:27	19:55	21:42
ALGER	03:31	12:51	16:40	20:09	21:55
OUARGLA	03:44	12:41	16:22	19:48	21:25
CHLEF	03:37	12:57	16:48	20:16	22:02
MOSTAGANEM	03:44	13:02	16:52	20:20	22:05
ORAN	03:48	13:05	16:54	20:22	22:07

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7922 – MARDI 25 JUIN 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	19°
Oran	29°	19°
Constantine	29°	14°
Ouargla	38°	24°

ATTAQUE TERRORISTE UKRONAZIE CONTRE SÉBESTOPOL

MOSCOU ANNONCE DES MESURES DE RÉTORSIONS CONTRE WASHINGTON

Les Etats-Unis sont-ils devenus partie prenante dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine ? C'est désormais le cas pour Moscou. En effet, les Russes considèrent, depuis l'attaque d'une plage de Sébastopol en Crimée ce 23 juin qui a fait quatre victimes civiles russes, que Washington qui a fourni les armes qui ont attaqué le grand port de la mer Noire, est directement impliquées dans le conflit.

L'administration Biden, si impuissante pourtant lorsqu'il s'agit de contraindre l'entité sioniste à cesser ses attaques contre la bande de Gaza, s'empresse à fournir des armes et à pousser le régime ukronazi de Kiev pour transporter la guerre sur le territoire de la fédération de Russie.

Retour sur les faits. Le 23 juin à 12h15, heure de Moscou, les troupes ukrainiennes ont attaqué Sébastopol avec cinq missiles opérationnels-tactiques américains ATACMS équipés d'ogives à fragmentation. La défense antiaérienne russe en a intercepté, l'ogive à fragmentation d'un cinquième missile a explosé dans les airs selon l'agence RIA Novosti. Quatre civils sont décédés, dont deux enfants. Selon les dernières données gouvernementales russes, 151 civils ont été blessés et blessés de gravité variable, 82 personnes ont été hospitalisées, dont 27 enfants.



Les US pointées du doigt.

PESKOV : LA RESPONSABILITÉ AMÉRICAINE ÉTABLIE

Moscou ne se fait plus d'illusion. « L'implication des États-Unis d'Amérique dans les hostilités, leur implication directe dans des hostilités qui entraînent la mort de civils russes, ne peuvent bien sûr qu'avoir des conséquences », a déclaré, ce lundi, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov. Celui-ci répondait à une question de journalistes lui demandant si Moscou envisageait des mesures de représailles contre Washington.

Dmitri Peskov ne part pas par quatre chemins. Il qualifie le bombardement de « barbare », avant d'ajouter : « Nous voyons très bien qui est derrière cela. La semaine dernière, le président a parlé de ceux qui dirigent ces missiles, d'une technologie absolument complexe, et qui assurent ces lancements. Ce ne sont pas des Ukrainiens ».

De son côté, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a appelé le secrétariat de l'ONU à « regarder les personnes tuées par le régime de Kiev à cause des armes américaines sur la plage et à condamner l'acte de terrorisme ». La réaction de Zakharova s'explique par le fait qu'auparavant, le bureau du secrétaire général de l'ONU, commentant les bombardements ukrainiens, s'était limité à déclarer que « les victimes civiles devaient être évitées ». Un commentaire laconique qui semble absoudre les assassins terroristes pour appeler à minimiser les dégâts, notamment auprès des civils.

« Tout ce qui s'est passé n'était pas une action militaire, mais une attaque terroriste ignoble et odieuse contre notre peuple, commise lors d'une fête orthodoxe, comme le massacre au Daghestan, qui a été perpétré par des extrémistes. Le régime de Bandera et les fanatiques fous - ne sont pas différents pour nous » a déclaré le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev.

L'ancien président russe ne fait pas dans la dentelle ! Et pour cause. Les précédentes déclarations des dirigeants occidentaux, américains et européens, qui soutenaient l'utilisation des armes fournies par eux contre des cibles à l'intérieur de la fédération de Russie, présageaient d'une telle dérive terroriste. Le régime ukronazi de Kiev, totalement illégitime après la fin du mandat présidentiel de Volodymyr Zelensky, verse désormais dans la politique de la fuite en avant, usant et abusant d'un soutien occidental de plus en plus rare. Rare en effet, du fait de l'épuisement des économies occidentales et de la dépréciation de l'argumentaire pro-ukrainien, relégué au second plan par les massacres sionistes à Gaza.

VERS DES MESURES DE RÉTORSIONS

A Moscou, l'affaire ne fait que débuter. Le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué dans un communiqué ce lundi avoir signifié à la diplomate américaine Lynne Tracy que « les Etats-Unis, qui mènent une guerre hybride contre la Russie, sont devenus parties au conflit » en Ukraine et que « des mesures de rétorsion allaient suivre ». L'ambassadeur américain à Moscou avait été convoqué plus tôt dans la journée.

A Washington ont joue volontiers au cafouillage. Le Pentagone a indiqué avoir pris connaissance d'informations faisant état du bombardement de Sébastopol par l'ATACMS américain, mais le département n'avait « rien à dire à ce sujet ». Sur le terrain, les faits démentent les faux-fuyants américains. En effet, le drone de reconnaissance américain RQ-4B Global Hawk survolait l'espace aérien au-dessus de la mer Noire lors de l'attaque de Sébastopol. Selon le portail Flightradar, à partir de 12h05, il a commencé à se déplacer rapidement vers le sud en direction de la Turquie.

L'attaque des forces armées ukrainiennes contre la ville a eu lieu à 12h15, heure de Moscou. Que fera la Russie ? Le président Vladimir Poutine a planté le décor. « Ceux qui fournissent ces armements déclarent qu'ils ne combattent pas, mais je le dis, nous nous réservons le droit de frapper d'autres points dans le monde », a-t-il averti le 20 juin dernier lors d'une conférence de presse au Vietnam. « Ils livrent des armes à l'Ukraine et déclarent ensuite qu'ils ne contrôlent rien et qu'ils ne savent pas comment elles sont utilisées. On peut dire la même chose : on peut livrer des armes ailleurs et après dire qu'on ne contrôle rien. Qu'ils réfléchissent là-dessus » a poursuivi le président russe.

Ce dernier avait déjà prévenu le 5 juin que la réponse russe serait « symétrique ». Intervenant en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg, le président Poutine a déclaré que «si quelqu'un considère possible de livrer de tels missiles dans la zone des combats pour frapper notre pays [...], pourquoi n'aurions-nous pas le droit de livrer nos armes de même classe dans d'autres régions du monde pour frapper les sites sensibles des pays qui font cela contre la Russie ? ».

L'attaque terroriste de Sébastopol, concomitante avec une autre attaque terroriste au Daghestan dans le Caucase, causant la mort de 15 policiers et quatre civils, ciblés dans une église orthodoxe et une synagogue, fait clairement partie de la guerre de subversion contre la fédération de Russie. Celle-ci qui fait montre de retenue affiche désormais l'option d'une contre-attaque de la même ampleur. L'administration américaine saura-t-elle empêcher une escalade qu'elle a, elle-même, provoquée ? La question mérite d'être posée.

Mahmoud Benmostefa

Publicité

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

Optimum Telecom Algérie SPA informe
l'ensemble des soumissionnaires ayant participé
à l'Appel d'Offres National
N° 15/2024/OTA/INDIR , portant objet :
« PROJET D'AMÉNAGEMENT DES SIÈGES D'OTA,
ALGER, BLIDA, CONSTANTINE ET ORAN »

Paru dans les quotidiens (EL KHABER et LE SOIR D'ALGÉRIE)
et aussi sur notre site web Djezzy en date du 03/04/2024,
que l'Appel d'Offres en question est déclaré infructueux .

Optimum Telecom Algérie s.p.a.
Siège social : Route de Wilay a, Lot n° 37/4, Dar El Beida • Capital social : 164 002 00 0 00 0,00 DZD.
Tél. +213 770 85 00 00 • Fax +213 770 85 70 85 • Email contact@ djezzy .dz
www.djezzy.dz

DJEZZY جازي

Le Jeune Indépendant du 25/06/2024 / ANEP 2416020823